

KANAKY

N° 25

Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak
JUN 1991

A.I.S.D.P.K.

15 Francs

ISSN - 0982-6378



ÉDITORIAL

Depuis le début de la colonisation du peuple kanak, les Français ne se sont jamais spontanément intéressés aux effets réels de la présence française aux antipodes de la métropole. Les Kanak ont eu à subir plus d'un siècle d'oppression la plus implacable sans que beaucoup s'émouvirent. Il fallut la brusque accélération de l'histoire, une histoire cette fois-ci écrite par les victimes eux-mêmes, pour que grand nombre de Français entendent parler pour la première fois de la Nouvelle-Calédonie. En 1984, non seulement les personnes qui habitaient en France, mais aussi dans le monde entier, se sont émuës et ont commencé à connaître et découvrir réellement un peuple oublié, dont jusque-là quelques membres n'avaient été présentés que comme des spécimens, objets de curiosité pour le grand public à l'occasion de foires universelles. En cette fin de siècle, l'histoire ne s'est pas arrêtée, bien au contraire ; un peuple dominé, ne pouvant que légitimement se donner les moyens de maîtriser son destin, cherchera toujours et encore à accéder à sa souveraineté. L'actualité nous prouve qu'il en est ainsi un peu partout et que, bien souvent, cette accession s'effectue encore dans des conditions dramatiques.

Nous étions nombreux à privilégier cette légitimité des opprimés en soutenant les Kanak dans leur lutte pour l'indépendance. Réunions publiques d'information, manifestations, recherches de soutien auprès des partis politiques de gauche, démocratiques, défendant les droits de l'homme, sans oublier les associations de toute sorte et les syndicats... Nous ne nous sommes pas ménagés pour informer et susciter sympathie, attention, compréhension de la part du plus grand nombre afin d'aboutir à la création d'un large mouvement de solidarité avec les Kanak en lutte. En septembre 1984, ces derniers se sont donnés un but : l'indépendance kanak et socialiste ; ils ont forgé un outil politique : le FLNKS ; ils ont réussi à en imposer à la puissance coloniale grâce au peuple kanak mobilisé autour de ses revendications.

Qu'en est-il aujourd'hui, après les Accords de Matignon ? Est-ce que tout est résolu pour les Kanak ? Ont-ils vu leur conditions de vie s'améliorer ? Le rééquilibrage s'opère-t-il en leur faveur ? Les discriminations sociales et raciales ont-elles disparues sur le Caillou ? Pour la poignée de militants de la solidarité qui restent encore actifs, il est évident que la réponse à toutes ces questions est négative. Mais il faut être acharné viscéralement à la cause anticolonialiste, être attentif au moindre nouvelles de là-bas, rester un observateur vigilant et favorable à la cause kanak pour le savoir. Car, à vingt mille kilomètres de la Nouvelle-Calédonie, subissant la propagande du gouvernement et en l'absence d'informations venant des Kanak eux-mêmes et du FLNKS, rien n'est évident pour le commun des mortels vivant en France.

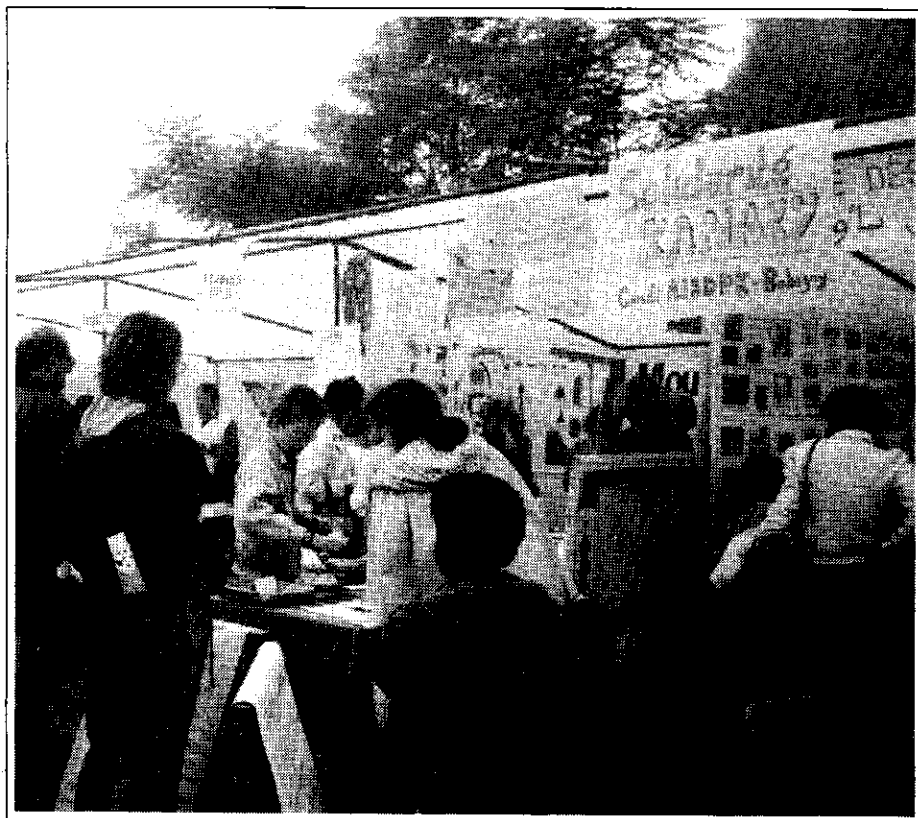
Il existe quelques critères qui devraient nous permettre d'appréhender la réalité

calédonnienne. La présence française ne favorise en rien la possibilité pour les Kanak d'être un peuple souverain sur leur propre terre. Ils sont 80 % à se reconnaître dans la perspective de construire l'IKS. C'est-à-dire de pouvoir fonder un pays où chacun aurait sa place, sans apartheid, sans ghetto ce qui suppose, pour les Kanak, d'extirper toutes les racines du colonialisme qui sont actuellement inséparables d'une économie de comptoir, elle-même insérée dans une économie mondiale dont le cours — on le sait parfaitement — n'est absolument pas contrôlé par l'immense majorité des hommes et des femmes de cette planète. Ils en seraient plutôt les victimes parce que chacun sait que c'est la dictature inhumaine de la loi de l'offre et de la demande, qui règne sur la destinée des peuples, n'a rien à voir avec le bonheur des hommes.

Le mouvement indépendantiste kanak est en plein débat : comment accéder à l'indépendance ? quelle indépendance construire ? quelle économie établir, au service de qui et pour quel objectif ? Ces questions sont parfaitement légitimes, compréhensibles et respectables. On doit constater d'abord que la politique française menée actuellement en Nouvelle-Calédonie ne laisse pas aux Kanak la possibilité de prendre leur temps pour répondre à ces questions fondamentales que tout individu peut se poser. En effet, les milliards débloqués par le gouvernement permettent à Nouméa la Blanche de vivre

une période frénétique d'affairisme. D'un côté, une minorité de caldoches s'enrichissent encore plus qu'avant et, de l'autre, des jeunes de plus en plus nombreux, la plupart kanak ou wallisiens, qui sont, comme ailleurs, les victimes d'un « développement » économique dont la finalité n'est pas le bien-être de chacun, mais plutôt celui des bénéficiaires, des profits et des inégalités les plus criantes. Ces jeunes Kanak subissent toutes les oppressions possibles : celle subie par les jeunes des banlieues des grandes agglomérations françaises, mais en plus celle liée au fait d'être Kanak. A leur manière, ils vivent le racisme et le colonialisme qui règnent dans les Territoires ou département d'outre-mer.

Hélas, pour les indépendantistes, le temps ne s'est pas arrêté. Avec les problèmes anciens qui restent, ils sont aujourd'hui confrontés à de nouvelles données. Celles-ci influenceront forcément les réponses aux questions fondamentales que se pose tout front de libération nationale. Le gouvernement français niant la réalité coloniale sur le Territoire veut imposer son credo : mettre toutes les communautés calédonniennes à « égalité » devant l'économie dite libérale. Les tiers mondistes peuvent nous faire le macabre bilan des ravages provoqués, par les aléas de la grande loterie boursière qu'est l'économie planétaire, sur les pays qui ne comptent pas sur l'échiquier mondial. Les Kanak quant à eux sont percutés de plein fouet par des problèmes nouveaux qui se situent



au niveaux de l'articulation entre le politique et l'économique, entre la propriété privée et l'appropriation collective traditionnelle, en bref entre coutume et politique. Contrairement aux discours du gouvernement français, la question politique est toujours à l'ordre du jour en Nouvelle-Calédonie. Si les Accords de Matignon sont prétendus capables de dépasser le politique pour atteindre simplement l'économique, les indépendantistes savent qu'il en n'est rien. Chaque question, chaque problème, chaque initiative kanak sur le plan local, municipal, régional ou du pays kanak suscitent débats, interrogations et controverses. Tout ceci est normal. Mais là où le temps presse effectivement, c'est que l'économie tranche tous les débats avant que les acteurs de l'histoire, femmes, hommes, jeunes ou vieux kanak n'aient leur mot à dire. Le type d'économie que le gouvernement français favorise ne permet pas aux indépendantistes de maîtriser leur développement et d'être souverain pour ce qui touche à leurs conditions de vie. L'indépendance est une des conditions nécessaires pour que les Kanak puissent avoir enfin les moyens de débattre, de discuter et de trancher sur leur avenir. Nous, anticolonialistes, sommes convaincus que ce n'est pas l'économie caldoche, étendue à tout l'archipel, qui permettra aux Kanak de façonner leur destin.

Depuis 1988, rien n'a changé sur ces aspects de la société calédonienne. Une chose a changé pourtant : aujourd'hui, il est encore plus difficile qu'avant de présenter cette réalité-là, celle de l'après-Matignon. L'information se fait de plus en plus rare ! A titre d'exemple, la *Dépêche kanak*, publiée régulièrement à Nouméa par l'Agence kanak de presse et qui représentait pour nous la seule source d'information régulière, ne paraît plus depuis janvier, faute de financement. Ce qui ne facilite pas notre tâche. Aussi donnons-nous une grande place dans ce numéro à des interviews réalisées par Radio Djiido, seul organe de presse du FLNKS encore présent en Kanaky.

Ce manque d'information explique en partie le fait que *Kanaky* n'a pas paru depuis octobre 1990 ; mais pas seulement. L'équipe de *Kanaky* étant aujourd'hui des plus réduite et la guerre du Golfe nous ayant mobilisé durant plusieurs mois, nous avons dû interrompre notre travail pour nous consacrer à d'autres activités militantes. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et lectrices. Aujourd'hui, nous souhaitons donc reprendre la parution de *Kanaky*. Mais la baisse d'activité du mouvement de solidarité envers le peuple kanak a pour nous une autre conséquence : nos ressources sont de plus en plus limitées ! Aussi, cette absence d'information ajoutée à ces difficultés financières font que nous ne pourrons plus sortir cinq numéros de trente-deux pages par an. L'actualité en Nouvelle-Calédonie et nos possibilités d'obtenir matière à remplir nos colonnes dicteront désormais le rythme de parution du journal et son nombre de pages.

KANAK EMPRISONNÉS EN FRANCE : URGENCE !

Malgré l'amnistie, deux Kanak sont toujours emprisonnés en France, le premier à Poissy et le second à la Santé. L'affaire Tual revient également en jugement. Ces faits nous rappellent que les Kanak sont toujours victimes d'un système et, par conséquent, d'une justice coloniales et que la solidarité doit rester vigilante.

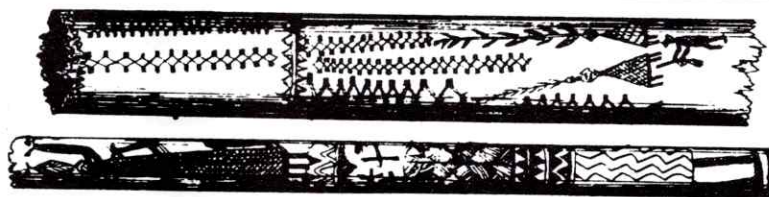
Camille Amabilly, accusé d'avoir tué un ancien gendarme en 1984, jugé en 1986 par les Assises de Nouméa, est arrivé en France le 4 juillet 1987. Il va fêter en prison son vingt-septième anniversaire le 7 juillet 1991. Il n'a pu bénéficier des mesures d'amnistie et demeure en but à l'arbitraire d'un juge d'application des peines qui lui refuse la libération conditionnelle malgré les multiples garanties d'insertion sociale (certificats d'hébergement et promesse d'embauche) qui ont été fournies.

✉ Camille Amabilly, n° 9644-C : A 410, Maison centrale de Poissy, 17, rue de l'Abbaye, 78303 Poissy.

Kawa, accusé du meurtre du père d'un responsable du Front national calédonien et en détention préventive depuis 1985, ne peut, selon les autorités judiciaires, bénéficier lui non plus de l'amnistie. Depuis six ans en détention préventive au Camp Est à Nouméa, il a été transféré à la prison de la Santé en mai et doit être jugé par la Cour d'assises de Paris courant septembre. Il est fort possible que son procès soit l'objet d'une mobilisation du Front national.

✉ Prévenu Claude Kawa, E n° 244 812 QD-106, 42, rue de la Santé, 75014 Paris.

Par ailleurs, Moindou, arrêté avec d'autres Kanak pour l'affaire Tual, a été détenu puis libéré pour défauts de procédure. Rappelons que Yves Tual avait été tué à Thio en janvier 1985 juste avant l'assassinat de Machoro. Libéré avant les accords de Matignon, l'affaire revient en jugement en septembre 1991.



SOMMAIRE

HOMMAGE À ROCH PIDJOT	p. 4
L'ACK : UN LIEU DE RENCONTRE	p. 6
DES INITIATIVES À LA BASE	p. 8
FEMMES DE XÂRÂCÛ	p. 9
L'ASSOCIATION CULTURELLE KANAK	p. 10
UNIA ET POUÉBO : DEUX FÊTES DE L'ACK	p. 11
LE SYNDICAT DES AGRICULTEURS ET DES PRODUCTEURS DE CAFÉ	p. 12
DE PONÉRIHOUE	p. 14
REVENDECTION DE TERRES	p. 15
DE JEUNES GRÉVISTES DE COULEUR	p. 16
NIDOÏSH NAISSÉLINE EN DIRECT SUR RADIO DJIIDO	p. 18
TOUJOURS SUR RADIO DJIIDO, FRANÇOIS BURCK	p. 20
UN VIEUX MILITANT KANAK TÉMOIGNE	p. 24
NOUVELLE-CALÉDONIE, RIEN N'EST RÉGLÉ	

Numéro de commission paritaire : 68-728 - Directeur de publication : Gérard Gautier - Dépôts légaux : juin 1991 - Imprimerie : Rotographie - 2, rue Richard-Lenoir - 93100 - Montreuil

Abonnements : 5 numéros 100 francs. Abonnement de soutien à partir de 150 francs. Etranger à partir de 150 francs. Nouvelle-Calédonie (par avion) : 200 francs. Adhésion à l'ASDPK (sans l'abonnement) : 150 francs. Correspondance et chèque à l'ASDPK - 14, rue de Nanteuil - 75015 - Paris

HOMMAGE À ROCH PIDJOT

Roch Pidjot est décédé le vendredi 23 novembre 1990 à l'hôpital, Gaston Bourret, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. « *Cet homme qu'on appelait "Grand-père"* », témoin et acteur de la lutte de libération du peuple kanak depuis la première heure, était né le 8 novembre 1907 à la tribu de La Conception, circonscription du Mont-Dore.

Marié à Scolastique Togna, il a eu deux enfants, Joseph et Philomène. En 1986, Radio Djiido a réalisé une émission en hommage à Roch Pidjot et retraçant ses quarante années de carrière politique et, par là-même, celle de la revendication indépendantiste et de l'Union calédonienne. Nous en reproduisons ici de larges extraits complétés par des articles de *l'Avenir calédonien*.

Elève de l'école catholique de sa tribu, il a reçu en même temps qu'une instruction primaire une solide formation religieuse. Petit chef de sa tribu, Roch Pidjot a été employé durant plusieurs années comme chauffeur à l'asile de vieillards tenu par les Petites Sœurs des pauvres. Il s'est également consacré au développement des œuvres de l'enseignement catholique en milieu mélanésien. Le 25 mai 1946 était publié le *Manifeste de revendication de l'Union des Indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre* (UICALO). Déjà Roch Pidjot, âgé alors de trente-huit ans, est parmi les signataires. Remarqué par le révérend père Luneau, il a été sollicité le 27 mars 1947 pour présider l'UICALO qui devient légale. Il en restera président.

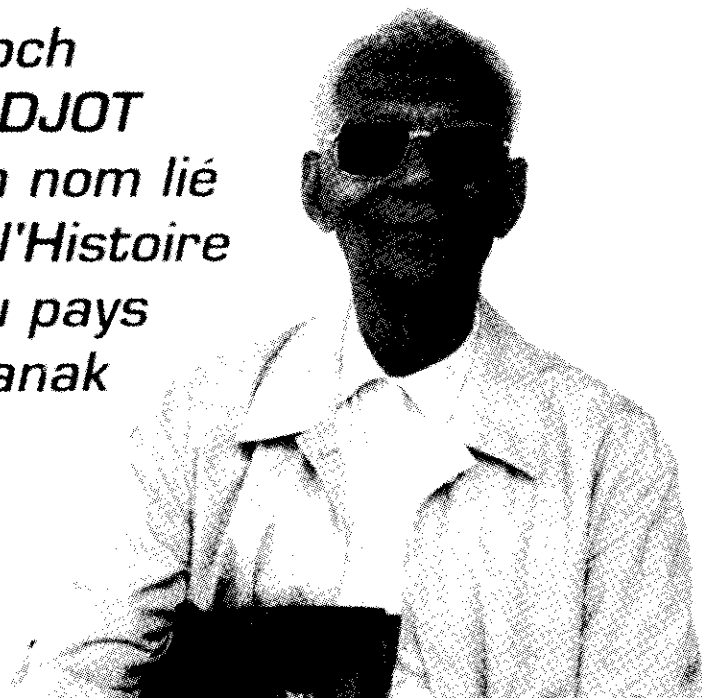
C'est par ce biais qu'il va s'intéresser activement à la vie politique du pays. En 1951, l'UICALO va fournir un appui décisif à la candidature de Maurice Lenormand à la députation. Maurice Lenormand, le seul candidat à avoir dans son programme un chapitre consacré aux « problèmes autochtones » qui en fera « le député des Kanak », est donc élu avec 4 986 voix largement apportées par l'UICALO et l'AICLF contre ses trois adversaires : Gervolino qui n'obtient que 4 027 voix, Métadier avec 2 252 voix et Paladini avec 2 144 voix.

Le 8 février 1953, Roch Pidjot entre dans l'arène politique ; il est élu au suffrage universel au Conseil général du Territoire avec huit autres Kanak : Kowi Bouillant, Doui Matayo Wetta, Mathéo Aripoini, Raphaël Bouanaoué, Elia Thidjine, Luther Enoka, James Haeweng et Michel Kauma. C'est la première fois que des Kanak sont appelés à remplir des fonctions électives et également la première fois qu'une liste porte l'étiquette Union calédonienne. L'UC remporte ces élections avec quinze sièges sur vingt-cinq.

Le 13 mai 1956, l'Union calédonienne se constitue légalement et Roch Pidjot est élu président.

Le 6 octobre 1957, Roch Pidjot, candidat à l'Assemblée territoriale dans la première circonscription, à Nouméa, est élu conseiller territorial, avec dix-sept autres conseillers UC sur un total de trente postes. Le 22 octobre de cette même année, il est désigné pour faire parti du Conseil de gouvernement et se voit confié le portefeuille de l'économie rurale. Ne voulant pas cumuler deux mandats, il démissionne de ses fonctions de conseiller territorial quelques jours plus tard. Roch Pidjot, dont la position s'affirme dans l'Union calédonienne, est de

**Roch
PIDJOT**
un nom lié
à l'Histoire
du pays
Kanak



nouveau candidat lors du scrutin de 1958 destiné à remplacer l'Assemblée territoriale qui venait d'être dissoute au profit de la mise en place du premier gouvernement de la loi-cadre. Réélu, il reprend sa place au banc du Conseil de gouvernement après avoir cédé son siège de conseiller territorial à son successeur de liste.

En mars 1959, peu de temps avant les élections sénatoriales, Roch Pidjot démissionne du conseil municipal du Mont-Dore, estimant que des élections municipales doivent précéder cette consultation. En avril 1959, il se présente comme suppléant de Monsieur Ohlen aux élections sénatoriales qui voient la victoire de leur adversaire, Henri Lafleur. Le 26 janvier 1960, Roch Pidjot entre en conflit ouvert avec le président du Conseil de gouvernement et le Haut-Commissaire de la république et offre sa démission. Cette décision n'étant pas confirmée, il est toujours ministre de l'Economie rurale lorsque, le 4 novembre 1960, il prononce le discours d'ouverture du quatrième congrès de l'Union calédonienne.

Depuis, Roch Pidjot occupe une place de premier plan dans son parti. Réélu le 15 avril 1962 conseiller territorial avec dix-

sept autres candidats UC sur trente postes, il se voit confier quelques jours plus tard la vice-présidence du Conseil de gouvernement et le ministère des Finances et des Affaires économiques. Le 9 mai 1962, Roch Pidjot s'envole pour Paris à la tête d'une mission composée de membres de son équipe ministérielle pour réclamer l'autonomie du Territoire. Il s'était fait préalablement mandaté par la majorité de l'Assemblée territoriale, composée par les éléments de son propre parti, en vue de prendre contact avec les autorités gouvernementales françaises. A son retour, il est évident que ce déplacement n'a pas apporté, à ceux qui l'avaient entrepris, les satisfactions qu'ils en attendaient. A la suite de la confirmation par la Cour d'appel de Nouméa de la condamnation de Maurice Lenormand, et bien qu'il fasse partie de ceux qui ont invité le ministre d'Etat à se rendre en visite officielle à Nouméa, Roch Pidjot se trouve à la tête des membres de la majorité de l'Assemblée territoriale pour refuser de recevoir le ministre Louis Jacquinot, en septembre 1963. Un mémorandum établi par les membres du Conseil de gouvernement est adressé sous la signature de Roch Pidjot, le 18 septembre,

au ministre pour faire connaître que cette déclaration est liée à la condamnation dont Maurice Lenormand est l'objet. Par ailleurs, il est l'un des premiers signataires d'un manifeste adressé, le 25 novembre 1963, au gouvernement de la République, au nom de la majorité des élus de Nouvelle-Calédonie, pour le respect des institutions territoriales et qui s'élève par avance contre toute modification du statut du Territoire.

Désigné en février 1964 par le comité directeur de l'UC comme candidat de ce parti aux élections législatives, il est élu au premier tour, le 7 juin 1964 avec 84 % des voix contre Pentecost et Caillard, pour la première fois député de la Nouvelle-Calédonie. Sa campagne électorale est menée sur le thème d'un retour à la loicadre, c'est-à-dire pour une plus grande autonomie dans la gestion du Territoire par ses habitants, après abrogation de la loi Jacquinot du 21 décembre 1963. Il sera réélu député à chaque élection pendant vingt-trois ans : en 1967 avec 57 % des voix contre Chatenay (33,5 %) et Caillard (9,5 %) ; en mars 1973, après avoir été en ballottage pour la première fois, il est réélu au second tour avec 52 % des voix (mais seulement 34,7 % sur Nouméa contre 64,3 % en brousse), après avoir lancé, en février 1973, un appel aux métropolitains pour avenir commun, voyant déjà l'importance des votes des « expatriés ». Le 25 juin 1975, une réunion, à La Conception, des élus et organisations kanak pour l'indépendance kanak, aboutit à la création d'un comité de coordination pour l'indépendance rassemblant l'Union multiraciale (UM), les élus kanak de l'UC et les groupes 1878, Atsai, Ciciquady et Wayagi, et à une déclaration pour l'indépendance dont Roch Pidjot est le premier signataire. Depuis cette date, toutes ses interventions au plan national tiendront compte de la demande d'indépendance formulée par le peuple kanak.

En 1978, une deuxième circonscription électorale ayant été créée, Jacques Lafleur l'emporte avec 16 691 voix alors que Roch Pidjot remporte le premier tour dans l'autre circonscription avec 8 416 voix contre 5 732, à Ukeiwé. En novembre 1979, Roch participe à une mission du Front indépendantiste à l'ONU qui vote une recommandation condamnant toute nouvelle émigration en Nouvelle-Calédonie. Le 23 juillet 1981, il est reçu une première fois par Mitterrand avec Gabriel Païta et Pierre Declercq, puis une seconde fois en octobre avec Gabriel Païta et Jean-Marie Tijbaou.

En juillet 1984, le vieux député faisait sa dernière déclaration à l'Assemblée nationale, a propos du statut Lemoine. « *Tout au long du débat, sur ce projet, j'ai recherché le dialogue, je n'ai pas été entendu. La légitimité du peuple kanak, son droit à l'indépendance sont bafoués. Le peuple kanak, premier occupant du Territoire, restera étranger dans son propre pays car c'est le colonisateur, au travers de ce statut, qui dispose de ses droits à l'auto-détermination et à l'indépendance. Le seul souci de la France est de se maintenir dans le Pacifique. (...) J'ai honte pour vous du dédain, de l'esprit de dénigrement dont vous avez fait preuve en parlant de mon peuple. Comment la puissance colonisatrice peut-elle prétendre être garante de tout ce qu'elle a elle-même bafoué pendant cent trente ans ? Comment peut-elle prétendre que ceux qui ont été colonisés se-*

ront aussi intolérants qu'elle ? C'est bien mal connaître notre civilisation. (...) J'ai soixante-dix-sept ans et j'ai commencé ma carrière politique, il y a trente et un ans. J'ai bien l'intention de voir mon pays accéder à l'indépendance. Accepter votre projet, ce serait y renoncer. Car ce projet ne prend pas en considération les aspirations des Kanak. Vous connaissez notre détermination. Ce que nous voulons, c'est que le référendum soit organisé et que la Nouvelle-Calédonie accède à l'indépendance au cours de ce septennat. Trop de fois nous avons été blessés. Nous sommes donc sceptiques et nous jugerons le gouvernement non sur ses déclarations mais sur ses actes. » Cette déclaration pourrait résumer toute l'attitude d'incompréhension que ses collègues députés et que les hommes politiques français ont eu à son égard durant toute sa longue carrière.

Son mandat de député devait s'arrêter le 16 mars 1986, date à laquelle le FLNKS décide de ne plus présenter de candidat à l'Assemblée nationale française. De toute façon, le vieux député, comme on l'appelait, souhaitait prendre quelques repos bien gagnés. Il avait déclaré au comité directeur de l'UC début 1986 : « *Oui les amis, après plus de trente ans de travail dans notre mouvement, permettez-moi de vous dire qu'il est grand temps pour moi de prendre un peu de repos. C'est donc à vous tous militants, que je dis aujourd'hui, "l'Union*

calédonienne, c'est votre maison, faites en sorte qu'elle arrive à l'indépendance de notre pays, fière et toujours unie. Car la majorité de notre peuple a confiance en elle". Je serais toujours à vos côtés, mais c'est à vous maintenant de continuer la tâche et le chemin que, nous tous, avons tracé ensemble, vieux et jeune génération de l'Union calédonienne. »

Les quarante années exemplaires de carrière politique de Roch Pidjot, homme intègre, ont inspiré le respect de tous, notamment des indépendantistes et des anticolonialistes. Porte-parole des Kanak, il fut représentatif de l'émergence politique des colonisés, accompagnant le mouvement kanak tout au long de son histoire depuis la Seconde Guerre mondiale, de la fin du régime de l'Indigénat jusqu'au refus de tout statut d'autonomie, comme l'a affirmé Jean-Marie Tjibaou au congrès du Front indépendantiste réuni à l'Océanien en 1984, où Roch Pidjot a aussi participé à la création du FLNKS, dernier outil que le peuple kanak s'est donné pour atteindre l'indépendance.

Dans son numéro spécial du 24 décembre 1990, l'*Avenir calédonien* rend un hommage à celui qui fut pour tous « un témoin de la lutte de libération du peuple kanak » et qui « vient de nous quitter ». « **Droiture, fidélité, tolérance** », telles sont « les marques de cet homme qu'on appelait "Grand-père" ».

SPECIAL L'AVENIR

Un peuple n'a

Caledonien

Un peuple n'a
que ce pour quoi il se bat

Land: 25 deerskins, 1 bag

ROCH PIDJOT

Un témoin de la lutte de libération du peuple Kanak vient de nous quitter.



$\frac{d}{dt} \left(\frac{1}{\rho} \right) = - \frac{1}{\rho^2} \frac{d\rho}{dt}$

Droiture - Fidélité - Tolérance
les marques de cet homme qu'on appelait "Grand-père"

L'ACK : UN LIEU DE RENCONTRE

Saisissant l'occasion de la venue en France de Jean-Yves Nomoigne, *Kanaky* a voulu interviewer ce mili-

tant d'une EPK devenu un animateur de l'Association culturelle kanak (ACK).

Kanaky : Peux-tu te présenter aux lecteurs de *Kanaky* et pourquoi es-tu venu en France ; quelle est ta mission ?

Jean-Yves : Je suis animateur dans une Ecole populaire kanak (EPK). Par conséquent, je suis envoyé en France par les EPK et l'ACK – qui est une fédération d'associations culturelles kanak regroupant des structures pas seulement culturelles, mais d'autres, aussi bien économiques, sociales... Je suis ici pour voir les gens qui travaillent sur le développement des méthodes pédagogiques alternatives, progressistes, dans le cadre d'une société anticapitaliste, sans exploitation de l'homme par l'homme.

Ma deuxième mission consiste à contacter des ONG pouvant nous soutenir financièrement parce que nous avons de grands projets que nous avons soumis aux institutions locales et, jusqu'ici, nous n'avons pas obtenu des réponses favorables à nos demandes. Donc, nous sommes venus voir des gens qui pourraient nous aider. Ma troisième mission, c'est beaucoup plus politique, il s'agit de rencontrer des organismes de soutien à la lutte du peuple kanak, leur donner des informations sur la situation politique actuelle en Kanaky et voir avec eux comment établir ou réorganiser le réseau de solidarité dans un cadre plus politique de réflexion. Je pense que c'est justement l'aspect qui a posé des problèmes au moment de la signature des Accords de Matignon puisqu'on a pu constater de nombreuses divergences en ce qui concerne la prise de position des structures de soutien et sur comment elles doivent soutenir la lutte du peuple kanak à partir d'une nouvelle conjoncture politique. Je suis donc envoyé par des structures de base pour fournir des éléments qui vous permettront – aux structures de soutien – de mieux réfléchir sur comment nous soutenir.

Kky : Justement, quelle est la situation des EPK, quelles sont ses structures de base, que font-elles, quelles perspectives se donnent-elles, quels sont leurs problèmes et difficultés en ce moment ?

J.-Y. : Pour les EPK, actuellement, il y a quatre écoles ou plus exactement quatre centres. Une à Pouébo, au nord de l'île ; une à Yaté, au sud ; une à Ouvéa et une autre à Lifou, dans les îles Loyauté. Ces écoles rassemblent environ une centaine d'élèves et une cinquantaine d'animateurs.

Les problèmes que nous rencontrons maintenant, c'est qu'il n'y a aucun soutien de la part du FLNKS. Soutien, cela veut dire qu'est-ce que le FLNKS peut apporter au travail effectué par les EPK, quel mot d'ordre le front doit adopter pour ses militants en ce qui concerne les EPK. Il y a donc des élus FLNKS dans les institutions,

où ils sont notamment majoritaires dans le Nord et les Îles. Par exemple, il y a un an, des missions de la province ont été envoyées dans les écoles populaires pour voir l'état des EPK et recenser les besoins et, jusqu'à maintenant, il n'y a pas de suite.

Nous, nous avons présenté des dossiers pour demander des financements et du matériel nouveau ; à côté de cet aspect concret, il y a aussi le côté purement réflexif. Le FLNKS ne permet pas aux gens qui travaillent dans les EPK et aux gens qui travaillent dans ce que vous appelez les écoles classiques – nous, nous les appelons les écoles coloniales –, le FLNKS ne permet à ces gens-là et à nous de se retrouver pour réfléchir ensemble sur les positions du FLNKS sur l'indépendance et le reste.

Il est sûr que les gens considèrent que les EPK sont en position de rupture totale avec le système, donc en position extrême et, par conséquent, les dirigeants ont du mal à comprendre. Ce qui fait qu'il y a eu beaucoup d'EPK qui se sont arrêtées, maintenant on est quatre et on continue à fonctionner. Ce qui est positif, c'est l'évolution de la réflexion et de la pratique sur la pédagogie. On voit que nous avançons dans le sens de nos objectifs que nous avions définis. Donc de ce côté-là, c'est positif. Dans nos rapports avec les enseignants de l'école coloniale, nous sommes dans une situation où les gens se mobilisent dans les écoles où ils sont. Cela permet de relancer un débat qui est resté en veilleuse.

Kky : Pourquoi, les gens se remobilisent-ils dans les écoles coloniales ?

J.-Y. : C'est tout simplement parce que le système éducatif officiel n'a pas progressé. Il y a toujours l'échec scolaire, il y a toujours des problèmes d'intégration, ce qui fait que, dans ces écoles, il y a création de Groupements de parents d'élèves, des mobilisations des enseignants dans les syndicats dans de nombreuses écoles, surtout à Nouméa, parce que les enfants, lorsqu'ils partent vers le secondaire, ils vont à Nouméa. Par exemple, au dernier congrès du FLNKS, lorsqu'on a travaillé en commission, il y en avait une consacrée à l'enseignement, à l'éducation et à la formation. Je me suis retrouvé avec des représentants du Groupement de parents d'élèves et des élus à nous, qui s'occupent de ce secteur-là. Nous avons pu discuter et constater que les choses que nous faisons ne sont pas du tout coordonnées et qu'il est nécessaire de coordonner tout ce que nous faisons dans les différentes structures aussi bien pour mener des actions de solidarité que, pour nous, réfléchir sur les pratiques et les méthodes pédagogiques.

Nous avons constaté aussi que dans les Accords de Matignon, ce secteur-là appartient au domaine de compétence de l'Etat français. Ceci prouve, une fois de plus, pour nous, que l'Etat français garde toujours les bases du système colonial, capitaliste, en Kanaky. Donc, nos élus, le FLNKS surtout, en tant que structure politique pouvant jouer sur sa position de signataire des accords, peut, selon nous, selon les gens qui étaient dans la commission, demander à ce que nos élus puissent avoir accès au contenu, à tout ce que le rectorat fait. Il y a ce qu'ils appellent un changement – ceux du gouvernement ou ceux des structures d'Etat – ; ce qu'ils appellent un changement, c'est permettre aux gens d'enseigner les langues kanak. Mais on a pu constater que même cela ne suffit pas, que c'est tout le système qu'il faut changer. Ce qui est important, c'est le contenu, c'est ce qui est véhiculé dedans, comment il est véhiculé, la structure qui les anime, toute l'organisation autour...

Kky : Quelle articulation entre ton militantisme dans les EPK et ton combat indépendantiste ?

J.-Y. : D'abord le FLNKS, en tant que signataire des Accords de Matignon, ne bénéficie pas des revendications, des acquis positifs au niveau de l'enseignement. Dans les autres domaines, on a pu avoir accès, par exemple, au niveau économique, aux mines, etc. Sur la formation, sur le programme des quatre cents cadres, c'est-à-dire des étudiants envoyés en Métropole, tout ceci se passe en dehors des discussions du FLNKS ; beaucoup de choses nous échappent dans le domaine de la formation. Maintenant, il y a une prise de conscience des gens concernés par l'éducation de l'enfant – parents et tous ceux qui travaillent avec l'enfant – qu'il n'y a pas de changement. Nous sommes conscients que l'Etat français ne lâchera pas le contrôle sur l'enseignement ; tout du moins, c'est ce que nous avons cru comprendre : dans tout ce qui est revendications politiques que nous avons défendues jusqu'ici, l'enseignement est un domaine réservé.

Ce qui est important pour nous avec les EPK, c'est que les gens, à partir de ce qu'ils vivent, se prennent en charge et bougent ; c'est ce qui est le plus important. Pour les gens, les EPK étaient repliés sur elles-mêmes, donc pas d'ouverture sur les autres, c'est ce qu'ils voient ; mais il faut comprendre que la situation des écoles populaires est dure, même très difficile. Néanmoins, il y a des gens qui suivent le travail que nous faisons, qui partagent les idées que nous développons. Ces gens-là ne sont pas forcément dans les écoles populaires kanak ; ils sont dans d'autres secteurs, mais ils se retrouvent dans les associations et donc, à partir de là, nous avons

créé ce que nous avons appelé une fédération où toutes les associations, culturelles, associations pour le développement de la santé en Kanaky, des groupements d'intérêts économiques (GIE), etc. Une fédération, cela nous permet de rassembler tout cela, surtout des gens qui travaillent et s'organisent eux-mêmes, des gens qui font des choses sans attendre l'aide du gouvernement et des institutions. Avec ces gens-là, nous avons donc créé une fédération qui s'appelle l'Association culturelle kanak (ACK). Historiquement, l'ACK était une structure qui était utilisée par les EPK pour obtenir des subventions auprès des institutions. Quand beaucoup d'EPK ont arrêté, les associations dans lesquelles évoluaient les EPK ont continué à fonctionner, jusqu'à maintenant. On a vu apparaître à partir de cette mobilisation, de ce mouvement, qui est resté depuis les événements, des structures économiques. De là, on s'est dit qu'il fallait changer les statuts de l'ACK pour qu'elle soit une fédération. Donc les EPK sont fédérés avec ces gens qui travaillent au niveau économique ; c'est une ouverture très positive que l'on attendait.

Pour montrer que c'est une force qui existe vraiment, nous avons organisé des fêtes culturelles où l'on a rassemblé toutes les associations fédérées à l'ACK et les gens se sont mobilisés comme pour les événements d'il y a quelques années. Aujourd'hui, il s'agit de la même mobilisation mais sous une autre forme. Les gens se retrouvent pour parler de Kanaky indépendante, sans l'aide du gouvernement et du colonialisme français. C'est une occasion pour que les militants se retrouvent. On a vu des jeunes de Nouméa qui font des groupes de musique et viennent jouer leurs chansons assez engagées sur Kanaky et sur Jean-Marie Tjibaou. Une telle mobilisation politique et un tel débat n'a plus existé depuis les événements de 1988. Nous avons traversé toute cette période-là sans congrès, sans rien, sans manif, sans rassemblement. Il n'y a que l'USTKE qui a fait des choses au niveau syndical et qui a organisé de grandes manifestations. Il faut maintenant que les gens sachent que l'ACK est vraiment une structure qui tient compte des besoins réels. C'est ce qui fait que nous avons organisé ces fêtes.

Kky : Je me permets de m'étonner... tu as dit sans congrès ; pourtant, il y a eu des congrès du FLNKS ?

J.-Y. : Il y a le congrès de Saint-Louis et celui de Nakéty. C'était beaucoup plus pour parler des institutions ; mais des mobilisations politiques comme on en faisait, avant il y en avait plus. Les gens n'assistent plus à ces congrès-là ; il n'y a que les leaders politiques qui y assistent ; mais c'est sûr qu'il y a une démobilisation à la base. Depuis la disparition des comités de lutte, les gens ne sont plus mobilisés ; mais ils sont mobilisables. La preuve, nous l'avons fournie avec nos fêtes. Le problème, c'est qu'ils ne comprennent pas ce qui se passe.

Kky : Prévoyez-vous d'autres fêtes, d'autres mobilisations, dans les prochains mois ?

J.-Y. : On en avait prévues quatre : une au Sud et une au Nord (qui ont eu lieu en 1990), la prochaine fête sera au Centre et la quatrième dans les Iles. Les gens de

Gossanah veulent organiser cette fête justement.

Kky : Quelle est la logique profonde de l'ACK ?

J.-Y. : L'ACK représente une alternative ; c'est en dehors des institutions, c'est une structure qui permet aux gens de s'organiser eux-mêmes sur des choses que nous décidons en fonction de nos besoins réels. L'ACK a un projet qui est central, c'est le centre de formation. L'ACK, si tu veux, c'est le relais de ces structures-là... Bon, les gens, par exemple, dans nos réunions, ils amènent les expériences qu'ils ont vécues là où ils sont... Par exemple, les gens qui sont dans la santé disent ce qu'ils ont fait, etc., et, de là, les besoins qu'ils ressentent en matière de formation, d'aides matérielles ou de choses comme ça... et tout le monde discute de la santé. Ce qui anime tout ça, c'est le fait que l'on se prépare, on s'organise, on s'entraide pour développer ce que l'on fait et préparer l'indépendance, dans le sens où ce n'est pas le gouvernement, ce n'est pas le colonialisme qui va nous donner cette indépendance-là, l'indépendance que l'on veut, dans le sens où on ne veut pas aboutir à une indépendance néocoloniale. Donc il y a déjà eu des stages de formations, par exemple, dans le bâtiment. Les rencontres que l'on fait dans l'ACK, cela permet, par exemple, si il y a trois structures qui travaillent sur le bâtiment dans le Territoire, ça permet aux autres de créer d'autres structures à partir de l'expérience de ces trois-là qui existent déjà. C'est pareil pour les autres secteurs. Et les grandes rencontres comme les fêtes que l'on fait, c'est pour les gens de l'extérieur, pour que les gens qui ne sont pas dans l'ACK viennent et voient ce que l'on fait. Donc, c'est un réseau, des associations vers la fédération – parce que la fédération c'est eux –, et de la fédération vers les associations.

Pour les gens dans les institutions, quand ils ont vu le projet qu'on a présenté, pour eux, c'est trop, quoi ! Un centre pour pouvoir regrouper les gens de ceci cela, faire des séances de formation pendant une année sur des tas de choses, bon ! pour eux, c'est un peu un rêve, quoi ! Parce que c'est sûr qu'ils n'y croient pas et qu'ils ne s'intéressent pas à ce que les gens font...

Kky : Dans l'ACK, est-ce qu'on retrouve des militants de tous les groupes de pression qui composent le FLNKS ?

J.-Y. : Parfaitement. Dans l'ACK, on retrouve des militants de partout. Lors de la dernière réunion du FLNKS, l'ACK a été considérée comme une structure mobilisatrice, c'est tout ! Ce qu'on demande, c'est qu'ils nous disent comment ils voient la mobilisation maintenant, ce qui nous amènerait à un débat contradictoire. Peut-être qu'il y a d'autres choses qu'on peut faire... Nous, on est parti de l'ACK parce que la structure était déjà là ; on n'a fait que la ré-animer ; mais peut-être qu'il y a une autre façon de se mobiliser... Maintenant, on a besoin de se mobiliser, parce qu'on s'endort dans la situation dans laquelle on est ; les gens ne voient pas ce qui se passe... Enfin, ils voient à la télé qu'on a acheté les mines de Lafleur, qu'on travaille sur une transversale de l'est à l'ouest, mais pour les gens, ça ne change rien dans leur façon de vivre tous les jours. Tu viens parler de tout ça à un agriculteur ou un planteur de café et il va te dire : « *mais je ne me retrouve pas dans tout ça ; et puis ce ne sont pas des priorités pour nous ça ; pour nous c'est d'abord ce que l'on produit, comment... c'est surtout ça, quoi...* » Mais ce débat-là, c'est un débat qui ne se fait pas ; ce sont des choses qui ne se font pas ; on ne vient pas parler de ces choses-là dans les congrès, dans les réunions du FLNKS.

Lors du dernier congrès, le FLNKS a mis l'accent sur le fait qu'il faut coordonner tout ce que l'on fait parce qu'il y a des gens... Bon, c'est sûr, les élus, ils font des choses, là où ils sont ; les gens, ils font aussi autre chose, là où ils sont, à la base... mais le problème, c'est l'articulation entre tout ça. C'est le point qui est important à souligner dans ce que l'on dit, aussi bien au niveau de l'éducation et de la formation qu'au niveau de l'économie, de la santé ou de la culture... ou des débats politiques, des structures politiques du FLNKS... Il est prévu une prochaine convention le 8 juin pour discuter des structures du FLNKS, tant du bureau politique – parce que les gens disent que ça ne marche pas –, que du problème de coordination entre le bureau politique et la base... Maintenant qu'il n'y a pas de base – je veux dire structurellement – parlant, il n'y a pas de comités de lutte, il n'y a rien –, donc, c'est normal que les informations ne passent pas ; elles n'arrivent pas par l'intermédiaire des militants, les gens gardent les informations pour eux. La pratique qui a été décidée jusqu'ici, c'est que chaque groupe, chaque parti, informe ses militants, mais ce n'est pas évident ; l'information n'arrive pas.



DES INITIATIVES À LA BASE

Développement et projets sont omniprésents dans les discours officiels, les médias, les conventions, mais aussi dans les paroles de tous les jours. Ils sont sources de plaisanteries, mais aussi de préoccupations réelles. Cette prédominance de l'économie dans le discours, pourrait faire croire que les Kanak se sont soudain convertis en « goldens boys » ou en « néo babas », selon qu'ils sont adeptes des grands ou des petits

projets. Nous avons longuement parlé dans *Kanaky* de l'activité très soutenue de l'USTKE.

Nous souhaitons parler aujourd'hui de l'activité des militants dans les tribus : activités revendicatives, initiatives économiques, culturelles. Par les quatre articles suivants, nous rendons compte de quelques initiatives locales prises en 1990.

L'Association culturelle kanak est une fédération qui a vocation à intervenir dans le champ culturel, l'éducation et l'acquisition de savoir faire, la formation des cadres des associations qui la constituent. C'est l'objet du projet de centre de formation, pour lequel ACK cherche à la fois appuis institutionnels et d'ONG, sans renoncer à l'autofinancement.

Le syndicat des agriculteurs et planteurs de café vient de naître.

Simon Naaoutchoue, comme d'autres militants, s'efforce de dynamiser cette microéconomie à l'échelon tribal ou municipal, qui est à la fois point d'appui de la lutte, renforcement des liens, lieu de formation et de solidarité. Avant tout, construire à la base, avec ceux qui sont là, jeter des ponts, y compris en direction des Kanaks RPCR, et des Européens. Le pays de demain se construit avant tout avec ceux de la base, avec ou sans les quatre cents cadres. Les élus sont là pour accompagner le mouvement.

Louis Maperi, maire de Thio, Palika, Patrick Olero, LKS, maire de Sarraméa, s'efforcent de soutenir les activités des tribus et des associations. La foire de Thio, qui s'est tenue en juillet, est un exemple de l'effort de promotion des activités productives locales. Nous rendons compte d'une réunion des groupes de femmes de la région Xaracuu qui s'est tenue à la mairie de Sarraméa.

Diversification de l'activité agricole traditionnelle, animation, groupes d'entraide, action sociale et sanitaire, tout cela est considéré plus ou moins comme projet, dans la mesure où la démarche est la suivante : constitution d'un groupe, recherche et réalisation de la forme juridique adéquate, demandes de subventions à la municipalité ou à la province. Long parcours semé d'embûches.

Ventes occasionnelles de produits artisanaux traditionnels ou non, pour se procurer quelques compléments de revenus, ou production régulière pour la vente, ces activités projetées n'ont bien souvent pas reçu un début de réalisation. Les causes sont multiples, absence de routes, d'eau et d'électricité, (tel groupe de femmes fait une demande de subvention pour deux lampes à pétrole), absence de terres, (on a demandé deux hectares à l'ADRAF, il n'y en a pas), l'étroitesse du marché local, l'absence de circuits de distribution ; le premier marché visé est la cantine scolaire, généralement approvisionnée par des agricul-

teurs caldoches de la côte ouest. L'épargne, si épargne il y a, est drainée apparemment par les kermesses scolaires, religieuses ou des partis politiques. Une partie des revenus est consommée dans les magasins encore pour la plupart européens. Depuis plusieurs années, les indépendantistes se sont efforcés d'occuper ce créneau du petit commerce, sous forme de coopératives qui fonctionnent quasi totalement dans le sens Nouméa-brousse.

Souvent traités d'assistés, les Kanak paient très cher les marchandises qu'ils consomment, dont des taxes élevées sur les produits de base, sans parler de l'alcool et du tabac, et les transports, effectués par des particuliers souvent en situation de monopole. Le travail produit en dehors de l'économie domestique, est très peu rémunérateur (coprah, café).

Peu de ressources, peu d'épargne, et la plupart des activités ou des projets n'ont pas à proprement parler d'objectifs économiques en termes de profits ou de créations d'emplois. La subvention provinciale ou communale est très recherchée et c'est dans l'espoir de l'obtenir, que se constituent, de façon officielle beaucoup d'associations. Quand l'objectif du groupe est une activité économique, les obstacles se multiplient.

Les plus repérables sont ceux créés par les nombreux changements de statuts et la multiplicité des interlocuteurs. La provin-

cialisation n'a pas simplifié les structures administratives. Dans ce labyrinthe, il y a aussi des impasses délibérées, dont la bagarre menée par la province Sud contre l'Etat, pour l'enregistrement du statut des associations.

S'y retrouver demande un véritable apprentissage, et c'est dans cette perspective que les maires de Thio et de Sarraméa, propose au groupe de femmes de participer à un séminaire réunissant les différents intervenants.

Moins visible, mais déterminant, est la constitution du groupe, ses relations, ses démarches, son évolution rythmée par les tensions politiques ; moins visible pour un observateur étranger, mais ce sont des données implicites connues de tous.

A l'état de projet au moment de la région Nord, la scierie de Ponérihouen a commencé à fonctionner effectivement en 1989-1990. Quinze emplois créés, c'est le bilan économique de cette démarche exemplaire. Il est difficile de rendre compte de cette seule manière de la ténacité, de la volonté unitaire de ses initiateurs, du comité de lutte de Ponérihouen, qui a permis de préserver la cohésion, d'utiliser des concours extérieurs, de négocier avec les interlocuteurs du territoire qui ont connu quatre statuts successifs, d'apprendre sur le tas, d'intégrer des formateurs et des soutiens ONG.



FEMMES DE XÂRÂCÙÙ

A l'appel du groupe de femmes de Sarraméa, une réunion de coordination des groupes de femmes de la région Xârâcùù s'est tenue au mois de mai 1990 à la mairie de Sarraméa.

L'objectif est double : recenser les activités et les projets des groupes de femmes, mettre en commun les connaissances, les savoir-faire ou les difficultés, et dégager des projets communs, afin d'organiser un séminaire avec les intervenants qui aident au « montage » des projets. Les maîtres mots du moment sont en effet « projets de développement économique ». Comment se repérer dans le nouveau dédale administratif issu de la récente provincialisation ? Comment ne pas être encore une fois les oubliées du développement, par ignorance des mécanismes de subvention, de prêts, d'attribution des terres ?

Un appel très large a été lancé. Une trentaine de femmes sont présentes, très différentes au premier coup d'œil, selon qu'elles viennent des villages de la côte, où caldiches et kanaks se côtoient, ou des tribus de la chaîne, souvent très éloignées de la route territoriale. Nous sommes dans la province Sud, sur la côte Ouest, entre La Foa et Bourail, fiefs caldiches.

Mais pourquoi des associations de femmes ? S'agit-il d'une vague de féminisme ? Sans doute pas en tous cas sur le modèle occidental : A cette réunion sont présents à l'appel des femmes des représentants des conseils des anciens de Sarraméa, le maire de Sarraméa (LKS), le maire de Thio (Palika). Thio, ville minière de la côte Est marque la frontière provinciale Nord-Sud, et linguistique de la région Xârâcùù.

Groupes des femmes des églises, des partis, Conseil des femmes, associations locales, les groupes de femmes restent ou deviennent, après l'écèlement des comités de lutte, les rares structures de base où les sensibilités politiques se côtoient. S'appuyant sur la division traditionnelle des tâches, les femmes se regroupent dans une perspective d'entraide. L'éducation des enfants, la santé, l'habitat, l'artisanat, les cultures vivrières, sont autant de thèmes qui les mobilisent.

Car si à Nouméa, la fonction publique, le commerce et le secteur du travail domestique salarient de nombreuses femmes, en brousse, elles sont le plus souvent à la tribu.

La journée commence par le geste coutumier, présenté aux anciens qui accueillent. Des paroles sont échangées en xârâcùù. Mais la réunion se poursuivra en français, puisque, « pièces rapportées », par le biais des mariages, les femmes sont originaires de toute la Kanaky.

L'Association des femmes de Sarraméa se présente en premier : structurées en commissions, les activités sont déjà nombreuses, et les projets d'envergure. Les thèmes sont : couture, peinture sur tissu, pain artisanal, café, habitat social, tressage, santé, enseignement, loisirs, cantine scolaire, marché communal.

Truba, membre de l'association qui anime la réunion, explique :

« Par exemple, la commission développement, on en est au stade de la réflexion ; ici il existe un GIE café (groupement d'intérêt économique) qui exploite le café soleil ; nous, on a pensé faire de l'arabica, mais on nous a dit que c'était impossible car il y avait trop de soleil, on a réfléchi au moyen de faire de l'ombrage avec des peupliers, comme cela se fait déjà dans d'autres régions ; seulement, voilà, on n'a pas de terres et l'ADRAF nous a dit qu'il n'y en avait pas. Il nous faudrait trois hectares, c'est en projet. La commission a aussi dans l'idée de créer une structure pour approvisionner la cantine scolaire de la maternelle ; pour l'instant, les repas sont fournis par l'internat du collège de La Foa. On a contacté l'association de parents d'élèves. L'association de femmes (loi 1901) n'est là que pour aider au démarrage du projet. Un autre exemple, c'est la question de l'habitat, des sanitaires. Il existe une association, « Maramwoa », pour l'aide à l'auto-construction, présidée par le maire de Thio, qui pourra nous en parler. Cela fonctionne, on va l'utiliser. Nous, on va faire une tournée dans les tribus, pour voir les besoins et donner l'information, pour aider les gens, surtout les jeunes à monter les dossiers. Ça, c'est la commission santé et hygiène. Le tressage : il n'y a plus qu'une seule femme qui sait tresser les nattes, et les paniers. Elle nous apprend. Et puis on a commencé la peinture sur tissu avec la femme du maire et la femme du médecin. »

Les premiers tissus imprimés sont dépliés et exposés. La salle s'anime, demande des précisions techniques, exprime son admiration. Truba explique que c'est aussi le but de cette journée, voir ce que chacune sait faire et prévoir des rencontres pour apprendre aux autres.

Cette question de savoir-faire sera centrale tout au long de la journée, aussi bien les connaissances traditionnelles des femmes kanaks, comme le tressage, la coupe de la paille pour la construction des cases, savoirs que l'on craint de voir disparaître, que les savoir-faire occidentaux de produits de base, que tout le monde achète : pains, tissu, vêtements. L'activité manuelle reste extrêmement valorisée chez ces femmes qui sont au centre de l'économie vivrière familiale et habituées à ne compter que sur elles-mêmes pour l'amélioration des conditions de vie.

Utiliser les ressources locales, créer quelques revenus monétaires dans une perspective d'entraide, l'association des femmes de la tribu de Momea (commune de Moindou) s'y emploie depuis longtemps grâce à la coupe et à la vente de bottes de paille. Les participantes, là encore, bombardent les coupeuses de paille de questions. L'isolement dans chaque tribu est grand et l'échange d'informations rare et précieux.

Le groupe de femmes de Koindé est en sommeil depuis le début des événements politiques. Elles avaient d'autres chats à

fouetter. En 1986, elles ont reçu une subvention de la région Centre pour du matériel de base pour la tribu (machines à coudre, tourneaux, marmites)... Ça n'était pas à l'époque dans le cadre d'un projet économique, mais à présent, le cadre associatif, le compte en banque, la connaissance de la marche à suivre pour faire un budget prévisionnel existent et c'est déjà un acquis. L'association des femmes de Sarraméa a dû attendre huit mois et réitérer plusieurs fois les démarches avant de parvenir à être officiellement enregistrée à cause d'une querelle de compétence entre la Province Sud et le Territoire.

Les projets économiques de tous ces groupes sont naturellement ancrés dans leur savoir-faire agricoles, (café, fruits, produits vivriers), et dans le tissu commercial local, encore très restreint (marché communal à créer, cantine scolaire) ; mais compte tenu de l'absence d'infrastructures minimum (eau, électricité, routes) et des problèmes de terre, la question des investissements de départ reste centrale : par exemple, comment approvisionner régulièrement la cantine, si les routes sont régulièrement coupées par les pluies ? Comment stocker les produits sans frigo et surtout sans électricité ? Sur quelles terres planter le café ?

Toute l'après-midi, le maire de Thio interviendra pour expliquer point par point, la marche à suivre pour « monter un projet ». Choisir la forme juridique, inventorier les moyens à mettre en œuvre, faire intervenir la structure administrative compétente, trouver des appuis techniques, les financiers privés ou publics, chaque étape représente une somme de compétences et d'énergies considérables. L'offre d'appui des deux maires indépendantistes prend donc tout son sens. « Notre rôle en temps que militants et élus, c'est de vous accompagner », dira Louis Maperi le maire de Thio, « l'institution de base, la plus proche des gens, c'est la commune. Mais les premiers responsables, c'est les gens eux-mêmes, qui doivent s'organiser à leur niveau ». Le maire de Sarraméa, Patrick Olero, est lui, tout prêt à accueillir les femmes membres de l'association dans les commissions municipales, afin que le conseil municipal soit plus près des problèmes des tribus. Il constate que les divergences politiques ont moins de prises sur elles.

La situation est paradoxale puisqu'il y a très peu de femmes sur les listes électorales indépendantistes.

Cette journée, riche en informations de toutes sortes, se termine sur le projet d'une nouvelle rencontre. Laissons la parole au représentant du conseil des anciens : « Ça me fait beaucoup plaisir de voir des femmes qui viennent de loin. On parle de développement, il faut pas lâcher, il faut s'informer. Je ne vais pas dire beaucoup de mots ; mais cette journée, c'est bien, ça nous permet de sortir un peu de vos boîtes, si je peux dire... »

L'ASSOCIATION CULTURELLE KANAK (ACK)

Qu'est-ce que l'ACK ? Avant de rendre compte de ces deux dernières initiatives, les journées culturelles d'Unia et de Pouébo, *Kanaky* reproduit ici en partie le docu-

ment réalisé par l'ACK pour présenter cette fédération d'associations et ses différents projets.

DES EPK...

« En 1985, dans sa phase de mobilisation active, le FLNKS posait de manière concrète la question de l'éducation et de la formation en favorisant l'émergence de structures "parallèles", ensuite appelées Ecoles populaires kanak. Ces EPK ont rapidement ressenti la nécessité d'une coordination plus spécifique sur leur secteur d'intervention, et ont créé une "structure nationale" destinée à jouer ce rôle de coordination et d'animation au niveau national. Fin 1985, le FLNKS décide de s'engager dans le statut Fabius-Pisani en participant au scrutin régional de septembre 1985 et remporte la majorité dans trois Régions sur quatre. Les Régions commenceront à être opérationnelles en 1986. C'est à cette époque que les EPK décident de s'adresser à elles pour en obtenir des aides financières. Pour cela, il a fallu se doter d'une structure légale, l'ACK, association type loi de 1901. Dès cette époque, la nécessité d'organiser la formation des animateurs est fortement ressentie. Par ailleurs, le besoin de documents pédagogiques, de livres, etc. est grand lui aussi. D'où l'émergence de l'idée de créer un centre d'appui qui deviendra le projet de centre de formation. Des locaux sont prêtés par la tribu de Témala pour y installer le centre.

« Dans le même temps, une tentative est faite pour acheter un local à Nouméa. Cette tentative échouera, faute d'avoir pu obtenir les financements suffisants. Quant au centre de formation, inauguré début 1988, il n'aura jamais de fonctionnement réel, en raison des événements en 1988 et en raison du changement d'affectation des locaux en 1989.

« Après cette période de semi-sommeil suite aux événements de 1988, les activités sont relancées avec le projet de centre. Le contenu de ce projet se précise : formation mais aussi documentation (bibliothèque) et édition. La forme aussi : plutôt que d'acheter un bâtiment avec toutes les difficultés déjà rencontrées, le centre sera bâti, pour qu'il soit plus adapté aux besoins et aussi pour échelonner son financement dans le temps. Un projet plus élaboré, avec plans, devis et proformas est déposé auprès des Provinces Nord et Iles en septembre 1989, ainsi qu'auprès de l'Agence de développement de la culture kanak (ADCK), de la Direction des affaires culturelles...

« Vu l'ampleur que prend le projet, il apparaît vite que ce ne sont pas les seules EPK qui sont concernées : d'autres associations à vocation culturelle ou sociale prises sur le secteur culture, il faudrait là aussi une coordination, afin de concentrer les efforts et d'être plus efficaces. D'où l'idée de créer une fédération qui regrouperait toutes les associations intéressées par

une réflexion et une action sur le front de la culture et qui pourraient en outre bénéficier d'un centre qui leur offrirait tout un ensemble de services et de moyens techniques. »

... À LA FÉDÉRATION

« Aujourd'hui, l'ACK doit continuer à jouer son rôle de questionnement sur quel type d'éducation, quelle culture pour la société de demain (l'IKS) ? La culture, c'est un terrain qu'il faut occuper. La formation, c'est aussi un enjeu politique par rapport à l'orientation de la lutte pour l'indépendance. Un débat s'est instauré à partir de la création des institutions nouvelles (ADCK). Quelle peut être notre contribution là-dans ? Faut-il s'y engager ?

« L'assemblée générale du 16 septembre 1989 a donc décidé de créer la fédération. Pour cela, il a été convenu d'une assemblée générale constitutive qui s'est tenue à Ponérihoun. En ce qui concerne le local, un rappel est fait des objectifs de départ du centre de formation populaire : il s'agissait d'un appui à la formation des animateurs de l'EPK. Cet objectif reste, mais par rapport à la nouvelle conjoncture, alors qu'un tas d'initiatives concernant la formation sont prises par le gouvernement (400 cadres) et par d'autres structures, il est apparu nécessaire de proposer un cadre alternatif dans ce domaine de façon à contrer l'orientation néo-coloniale actuelle ; ce cadre étant basé sur l'expérience et la pratique des EPK.

« Pour la procédure de constitution d'une fédération par rapport aux données fournies par le STAG, il est question d'union d'associations ; les articles sont les mêmes que ceux des associations du type 1901, il suffit simplement de bien préciser l'objet afin que chaque structure adhérente s'y retrouve (une union d'association peut regrouper différentes associations qui n'ont pas les mêmes activités mais qui ont le même but), les nouvelles adhésions doivent se faire en assemblée générale ou être signifiées au bureau, et doivent être signalées dans un délai de trois mois au JONC. En attendant la mise en place d'un nouveau bureau pour l'ACK, il a été décidé de conserver l'ancien sur les statuts et de mettre en place une structure de coordination : un délégué par région, un délégué par structure pour les structures qui ont une représentation nationale ; Pouébo se charge du travail de la structure. »

LES OBJECTIFS

Regrouper les intervenants sur le secteur culture

« Cela part d'un constat : il existe une foule d'associations culturelles, certaines

très actives, d'autres en sommeil ; on voit des tas d'initiatives se prendre par ci et par là, mais il n'y a pratiquement aucune coordination, aucune concertation au niveau de ces activités. D'un côté, le mouvement associatif est très fort par le nombre des associations et leurs initiatives et, d'un autre côté, il est faible car chacun agit séparément ou presque, d'où une absence d'orientation globale du travail engagé. Uni, ce mouvement pourrait être beaucoup plus fort, aborder un débat sur les questions posées par le travail sur le secteur culture et dégager de vraies orientations pour un travail durable sur ce secteur. »

Redynamiser les associations en sommeil

« Certaines associations qui ont vu le jour dans un contexte bien précis tombent ensuite dans le sommeil faute de perspectives. La fédération peut constituer le cadre à l'intérieur duquel ces structures retrouvent un intérêt d'exister. C'est le cas en particulier de toutes les associations qui ont vu le jour dans le cadre des EPK et qui sont tombées en désuétude après l'arrêt de certaines EPK. »

Appuyer les initiatives locales

« Certaines associations locales sont déjà dynamiques et font beaucoup de travail, mais sont parfois limitées dans leur actions faute de moyens techniques suffisants, d'information, de soutien dans les démarches (notamment dans les démarches de financement). La fédération ACK peut intervenir pour aider des projets à se réaliser : par exemple, elle peut appuyer la réalisation d'une bibliothèque en proposant un catalogue de livres, en aidant à la mise en place d'un système de catalogage pour le prêt, en formant des personnes chargées de gérer cette bibliothèque. De même, l'ACK peut intervenir dans tous ses domaines d'activités (voir plus loin). »

Etre un lieu d'échange, de confrontation et de débat

« Les associations culturelles sont très nombreuses ; celles qui ont une vocation plus sociale commencent à l'être. Toutes ces structures, à travers leur action, ont accumulé des quantités de savoirs, de techniques, de "trucs", de "tuyaux", etc. chacune dans son domaine respectif. Ce que l'on constate, c'est que le plus souvent, ces expériences ne sont pas ou sont mal partagées, faute de coordination. L'un des objectifs de l'ACK est d'être ce lieu où les expériences diverses sont échangées, confrontées, pour que chacun puisse en bénéficier. C'est cela aussi le soutien aux

initiatives locales car nous croyons que le mouvement associatif est très riche d'initiatives et d'expériences qui, mieux coordonnées, permettraient de faire avancer beaucoup mieux et beaucoup plus loin les actions des uns et des autres. Cette question en soulève une autre, celle de l'orientation à donner à un travail d'envergure sur le terrain de la culture. L'ACK a pour ambition de susciter ce débat, voire de l'organiser. »

LES STRUCTURES ADHÉRENTES

« Plusieurs associations ont déjà formellement signifié leur adhésion à la fédération ACK. Secteur culture et formation : GDPL Wadooja (Balade), Association Pwewedo (Pouébo), Association Djikrou (Yaté), Education populaire kanak (association regroupant des diverses pour permettre éventuellement aux artistes et artisans d'y vendre aussi leur production. Cela permettra par ailleurs à d'autres structures locales d'avoir une activité en bénéficiant du statut COPACK, à titre de succursale. »

L'architecture

« Pour répondre à des besoins aussi divers, mais aussi à la volonté d'inscrire la

sauvegarde du patrimoine culturel dans toutes nos démarches, le mieux est de construire une grande case centrale, autour de laquelle viendront s'articuler de plus petites cases correspondant chacune à une activité particulière : secrétariat, labo photo, coopérative ; la grande case fera office de grande salle de réunion et de bibliothèque-hall d'exposition. Par la suite, d'autres petites cases pourront s'y ajouter : chambre de passage, sanitaires, cuisine, petites salles de travail... L'autre avantage de cette formule est financier : cela permet de construire l'ensemble du centre petit à petit et de pouvoir fonctionner même si tous ses éléments ne sont pas encore debout. »

LE FINANCEMENT

« L'ACK a déjà entrepris des démarches auprès des institutions pour faire financer ce projet. Mais le dossier suit actuellement les méandres des lenteurs administratives et nous sommes réservés sur la suite que les Provinces voudront lui donner. Notre confiance va plutôt à nos propres capacités de financement, au soutien et aux probables recettes de l'activité librairie et surtout papeterie.

« Au niveau budgétaire, la priorité dans les dépenses s'établit comme suit :

- 1) achat d'un terrain = 3 500 000 F CFP ;
- 2) construction de la grande case = 3 000 000 F CFP ;
- 3) mobilier, matériels et fonds de lecture = 2 000 000 F CFP.

Parallèlement, il nous faut réaliser le projet COPACK si l'on veut qu'il soit rapidement source de financement ; montant = 2 400 000 F CFP. Le budget d'ici la fin de l'année se monte donc à 10 900 000 F CFP [599 500 F - NDLR]. Côté ressources, nous pouvons disposer d'un fonds de 1 700 000 F CFP que les EPK avaient "gelé" dans la perspective du centre. Il reste donc 9 200 000 F CFP à financer [506 000 F - NDLR]. Nous espérons des ressources des journées itinérantes que nous organisons, du 14 juillet au 18 novembre 1990, mais cela risque d'être insuffisant si nous voulons boucler ce budget d'ici la fin de l'année. »

➤ L'ACK ne dispose pas, pour l'instant, de la totalité des fonds nécessaires à la réalisation de ses projets. Vous pouvez l'aider, si vous le souhaitez, en nous envoyant des chèques avec mention « Soutien à l'ACK ». Nous leur transmettrons.

UNIA & POUEBO : DEUX FÊTES DE L'ACK

L'événement culturel : deux jours de fête organisés par l'Association culturelle kanak. Le 25 et 26 août, l'association culturelle kanak, organisait une rencontre à Unia. ACK, c'est, rappelons-le, des écoles populaires et des associations culturelles, (vidéo, association santé), regroupées dans une fédération.

Ces deux jours de fête ont été pris en charge entièrement par ces associations et comme tels sont un véritable événement politique dans un contexte où le terrain est occupé par le Haussariat : organisation de plusieurs fêtes de la musique (dont une d'ailleurs le même week-end à Houailou).

L'objectif était double : créer l'événement culturel en permettant la rencontre et l'expression d'artistes kanak (sculpteurs, peintres danseurs, chanteurs, groupes de musique) et récolter des fonds pour un centre de formation et de documentation que l'ACK veut mettre en place.

Cette initiative qui doit être suivie d'autres manifestations, était accueillie par la tribu d'Unia, au sud de la grande terre, dans la commune de Yaté. Après la coutume, des délégations de danseurs de Houailou, de Poindimié, de Pouébo, se sont succédés avec des chants et des danses d'inspiration traditionnelle, suivis par les enfants des EPK. Pour ceux-ci et leurs animateurs, ce fut un moment important de rencontre et de reconnaissance de leur travail.

Un millier de personnes étaient présents pendant ces deux jours, dont de nombreux jeunes des quartiers de Nouméa.

Toute la nuit, des groupes de musique se sont produits. En témoignage de leurs années de recherche entre formes traditionnelles et thèmes contemporains, le groupe Rasta a choisi cette nuit-là de se rebaptiser « jema » , « histoire » dans la langue Paici.

Le succès de ces deux jours a permis de réaffirmer la vitalité de la culture kanak et de consolider les liens que l'ACK veut nouer à travers tout le pays.

Une fête comme les autres, à la suite des fêtes de la musique, et autres concerts exceptionnels qui se sont succédés les mois précédents à la périphérie de Nouméa ? Ceux-ci étaient sponsorisés par la mairie de Nouméa, les cigarettes Fine, UTA, Enercal et les autres, grands habitués des tentatives diverses pour détourner la jeunesse de l'alcool et du cannabis (...ou de l'activité politique et de l'indépendance ?)

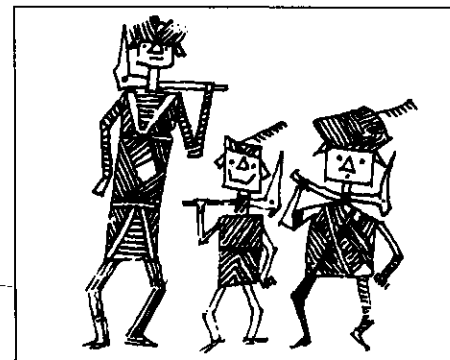
La fête de l'ACK s'est réalisée grâce à ses propres moyens. Une fête de dimension nationale, qui se passe en tribu, ça aussi, ce n'est pas dans les habitudes. Yaté n'est qu'à soixante kilomètres de Nouméa, la porte à côté, dans ce pays. Mais compte tenu de l'état de la route, des quinze kilomètres de pistes supplémentaires à cause du pont emporté par les eaux, il faut 1 h 30... jusqu'au bac qui transporte trois voitures à la fois... Pas le bout du monde, mais les habitants s'y sentent isolés. Radio Djido, pour annoncer l'événement avait interviewé quelques habitants d'Unia. Un représentant du conseil des anciens, un jeune, une femme. Tous insistent sur l'importance de l'événement au niveau local : « ça va nous changer, on va voir du monde ». Cette perspective explique l'effort fourni par la tribu pour accueillir cette manifestation d'envergure : l'installation des stands en bambou et feuilles de cocotiers tressés, la buvette, le restaurant, le service d'ordre, assurés par des gens de Yaté.

Première apparition publique de l'ACK, cette fête a affirmé pleinement l'existence et la place de cette structure. L'événement a même été couvert par les *Nouvelles*

Calédoniennes. Messieurs Arbouet, directeur de l'ADRAF, Togna, responsable de l'Agence de développement de la culture kanak, Marguerin, délégué du ministère de la Culture, s'étaient déplacés pour l'occasion.

Cette fête s'inscrit dans un processus à long terme, celui de la création d'un centre culturel et de formation. Une deuxième fête s'est tenue en novembre à Pouébo, à l'autre extrémité de la Grande Terre. Accueillis par les EPK de Balade et de Pouébo, les gens se sont encore déplacés très nombreux pour visiter les stands d'artisanat local, de restauration ainsi que ceux d'information de l'association de santé (ADSPPK) et du mouvement des objecteurs de conscience, l'exposition de photos des luttes de l'USTKE... La soirée, animée par des groupes locaux, a été marquée aussi par la venue d'un groupe de musiciens fidjiens, les Roots Rata.

Le succès de ces fêtes, qui permettent des rencontres d'un bout à l'autre du pays et où se retrouvent de nombreux jeunes, montrent les capacités d'auto-organisation des associations qui composent l'ACK.



LE SYNDICAT DES AGRICULTEURS ET DES PRODUCTEURS DE CAFÉ DE PONÉRIHOUE

Nî MA GOO

*NI MA GOO*¹ signifie en langue paicî « énergie et courage » ; ce syndicat, qui regroupe les agriculteurs et les producteurs de café de la commune de Ponérihouen, est issu de la volonté de ceux-ci de se rassembler pour dynamiser leur production et améliorer leur situation, afin de constituer une force incontournable ayant un poids dans les prises de décision les concernant.

Ce syndicat a été créé le 20 mars 1990, date de l'assemblée générale constitutive, mais de nombreuses réunions de sensibilisation avaient eu lieu dès le mois de novembre 1989. Les statuts alors adoptés précisent, dans leur article premier, l'objet du syndicat :

« — La défense des agriculteurs et des producteurs de café de la commune de Ponérihouen contre le patronat, l'administration central et les monopoles, contre toute exploitation, tout autre abus pouvant nuire à leurs intérêts moraux et matériels.

« — La lutte pour une meilleure prise en compte du secteur de l'agriculture, dont la culture et la production du café en particulier.

« — La lutte pour un meilleur contrôle et une maîtrise parfaite de la filière café dans l'intérêt des producteurs et des planteurs de café.

« — La lutte pour la justice sociale et une meilleure répartition des richesses du pays.

« — La défense des droits politiques des agriculteurs et des producteurs de café quel que soit le devenir du pays. »

Le syndicat est administré par un conseil d'administration composé de vingt-quatre membres, soit deux représentants pour chacune des tribus que compte Ponérihouen. Aujourd'hui, le syndicat compte deux cent soixante et un adhérents sur Ponérihouen. Simon Naaoutchoué qui en est à l'initiative, nous le présente dans cette interview réalisée en août 1990.

Simon Naaoutchoué : Le syndicat a pour objectif d'apporter des revenus en milieu rural et tribal et, à long terme, de s'approprier tout le processus de production jusqu'au produit fini. Jusqu'à présent, les producteurs étaient regroupés dans le GAPCE qui a deux milles adhérents. Ce groupement collecte et commercialise le café. Son statut est para-public ; il est géré par un conseil d'administration. Il aurait pu fonctionner comme une coopérative, mais ça n'a pas été le cas. Il est devenu purement administratif. Son bilan n'est pas clair et il y a un déficit de vingt-cinq millions de francs CFP, cette année.

Le syndicat a mené une première négociation cette année, en participant au conseil consultatif du prix du café qui regroupe les torréfacteurs, l'ERPA — établissement de régulation des prix du café —, l'ADRAF, le GAPCE ; les producteurs y étaient pour la première fois représentés grâce au syndicat.

Il y avait trois sortes de revendication : sur le prix du café, les retards de paiement et le lieu de collecte. Jusqu'à présent, les gens amenaient la touque de vingt litres au camion, après on ne savait pas où ça passait. Les gens n'étaient pas contents du prix ; le syndicat, c'est pour permettre d'abord de discuter du prix du café. On a estimé que le travail devait être rémunéré au SMIG² et en calculant le nombre de jours (à huit heures) nécessaires pour un hectare, il faudrait que la touque soit payée 800 F CFP [44 F] pour que le producteur soit rémunéré et récupère ses frais d'exploitation.

Avant la négociation de juin, les prix étaient de 580 F CFP (31,90 F) ; on a obtenu 650 F CFP (35,75 F). Le GAPCE ne

payait pas tout de suite et il fallait mettre la café dans un lieu déterminé ou alors il y avait un abattement sur le prix. On a eu gain de cause sur ces deux points également.

Le café, c'est la principale source de revenus sur la côte Est. La culture du café est une tradition que les vieux ont encouragée. L'année dernière, la commune de Ponérihouen a fourni 12 800 touques de café ; c'est la commune qui arrive en tête pour la production. Pour l'instant, avec le café, les gens gagnent de 5 à 10 000 F CFP [275 à 550 F]. Heureusement qu'on a la coutume. On peut arriver à améliorer la quantité et la qualité. On fait surtout du Robusta à cause du climat sur la côte Est (très pluvieux), mais on peut améliorer la qualité. D'autre part, les quantités produites entre 1984 et 1989 (les années noires) n'étaient que de 200 T/an. C'est insuffisant pour la consommation locale et l'exportation. Il faudrait produire 400 T. Au Vanuatu où les prix sont plus bas, les torréfacteurs sont privés ; ils font 50 à 60 % de marge, paraît-il. Ils exportent dans le Pacifique de petites quantités mais il n'y en a pas assez pour le marché. Il est possible de remettre en valeur des vieilles cafés qui sont abandonnées.

A Ponérihouen, nous avons pris les délégués dans le conseil des anciens pour responsabiliser les structures coutumières, pour qu'ils soient dans la réflexion avec nous pour améliorer la vie des gens. Ce sont les anciens qui disent qui travaille sur telle parcelle. Mais il faut changer les conditions ; on a distribué des produits anti-« fourmi électrique »³. Jusqu'à l'an dernier, il y avait une retenue de 20 F CFP pour l'engrais. Maintenant, chaque producteur va décider combien il a besoin

avec l'appui des techniciens de l'ADRAF. On va regrouper les commandes de produits phytosanitaires, puis organiser le transport en tribu. Mais ce sont des produits dangereux, il faut une information et aussi une formation pour les utiliser.

Kanaky : Y a-t-il d'autres syndicats ailleurs qu'à Ponérihouen ? Quels sont les rapports du syndicat avec la Province nord ?

S. N. : De Pouébo à Canala, il faut que les gens s'organisent. Mais c'est un mouvement qui va au rythme des gens ; c'est lent ; on sent que ça se développe tout douce-

1. Il conviendrait de l'écrire plutôt ainsi : nîi mā gōō ; nîi = vertu, puissance, force ; mā = et ; gōō = dur, fort, insistant. (Jean-Claude Rivierre, *Dictionnaire Paicî-Français*, SELAF, 1983).

2. NDLR - Le SMIG - Salaire minimum interprofessionnel garanti - et le SMAG - Salaire minimum agricole garanti - ont été institués en Nouvelle-Calédonie le 26 décembre 1958 par arrêté 58-388 pris en Conseil de gouvernement. L'ordonnance publiée au JONC le 13 janvier 1983 assure le SMIG sur la base de 169 heures mensuelles contre 173,3 heures auparavant, alors que le SMAG demeure à 200 heures par mois. En septembre 1988, le taux horaire du SMIG et du SMAG est de 359,9 F CFP, soit 60 823 F CFP pour le SMIG (3 345,27 F) et 71 980 F CFP pour le SMAG (3 958,90 F). (TEC 1998, ITSEE).

3. NDLR - En Nouvelle-Calédonie, les cafés sont envahies par une petite fourmi rouge appelée localement « fourmi électrique » à cause des piqures très violentes - qui s'apparentent à une décharge électrique - qu'elle occasionne à l'homme. La présence de ces fourmis est une grande gêne pour les exploitants de café.

ment. On a des réunions avec des gens de Houailou, de Canala, de toute la côte. On a dit aux techniciens, aux gens de l'ADRAF, qu'ils doivent prendre le temps de discuter avec les gens. Ce sont des agriculteurs, c'est comme partout. Il faut aussi que les élus nous soutiennent. Dans le cadre de la Province nord, il y a une partie réservée pour la filière café. Nous avons fait un budget et nous avons besoin d'un local, d'un véhicule, d'un secrétariat. Les élus doivent appuyer notre démarche par rapport au GAPCE, accompagner le mouvement d'organisation des producteurs.

Nous avons décidé de commencer ici, là où on est, mais sans se laisser enfermer. Il faut bien que les gens se retrouvent quelque part. Ils vivent dans les mêmes conditions, c'est normal qu'ils se retrouvent dans des structures pour en parler. Nous avons été clairs : la mise en place d'un syndicat ne tient pas compte des divergences politiques ou religieuses. Quel que soit le devenir du pays, le syndicat défendra les intérêts des gens. Le contexte a changé, on se retrouve et il faut proposer autre chose que le comité de lutte. On a dit aux gens de Houailou : prenez le temps de discuter même si cela prend un an. Pendant ce temps, le syndicat de Ponérihoun peut aller discuter au nom des autres à la Province, par exemple. La fédération, ce sera pour plus tard.

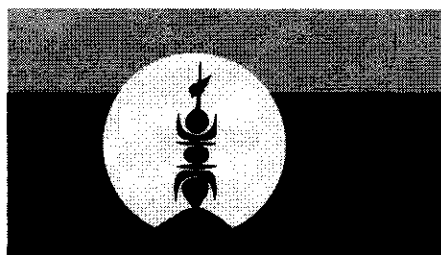
KKY : A Ponérihoun, comment le syndicat est-il relié aux autres initiatives ?

S. N. : Ici, il y a beaucoup de structures : la Coop, la scierie, la Népia..., mais il n'y a pas de circulation de l'information, pas de coordination. Pourtant, ce sont les mêmes gens qui vont voter, qui achètent à la Coop, qui se réunissent pour la scierie ou qui envoient leurs enfants à l'école ou en formation à la Népia. Il faut voir si ces structures vont dans le même sens ou si chacun fait sa cuisine. Ces expériences, c'est la base pour discuter de ce qu'on entend par développement.

La Coop, c'est du commerce pour l'instant. Il faudrait mettre en place une véritable coopérative qui soit au service des agriculteurs, un circuit dans les deux sens et écouler les produits à Nouméa. Aujourd'hui, on a convoqué la municipalité, la commission développement, les chefs de tribu ; on va faire une autre réunion avec la Coop, les coopératives des tribus, les chefs...

A Téouti, à l'école catholique, il y a quatre cents enfants. Ce sont des agriculteurs de Bourail qui ont le marché de la cantine ; l'école paie les frais de transport ; l'école souhaite que les agriculteurs de Ponérihoun produisent pour eux. Il faut pouvoir ramasser les produits dans les tribus, estimer les quantités...

La question, c'est quel développement économique et social à partir des structures existantes.



Le GAPCE est le Groupement agricole des producteurs de café de la côte Est. « Le GAPCE (...) a traité lors de sa campagne de 1989-1990, cent vingt-trois tonnes de café et a enregistré un déficit supplémentaire de l'ordre de seize millions de francs CFP portant sa situation de trésorerie négative à au moins vingt-cinq millions de francs CFP. (...) Cette situation était courante et le groupement avait l'habitude de faire éponger ses déficits par le Territoire. La vocation politique au départ du groupement faisait que ceux-ci étaient sans cesse pris en charge. L'un des responsables était le député kanak de droite, Maurice Nénou. Aujourd'hui que la Province Nord dont il dépend est contrôlée par les indépendantistes, ceux-ci veulent l'obliger à faire un effort de rentabilité et de mise en ordre comptable. La Province cherche donc à imposer un directeur contractuel dont la mission serait d'assainir la situation, d'aider le conseil d'administration à définir les orientations et à les mettre en œuvre. » [La lettre de la tribu, n° 20, août 1990].

La Coopérative centrale de Ponérihoun a été créée par le comité de lutte de Ponérihoun en 1986 pour approvisionner l'ensemble des petits magasins coopératifs qui s'étaient développés dans les tribus à la suite du congrès de Nakéty pour assurer l'autosuffisance économique et ne plus dépendre des colporteurs et des commerçants européens du village. « Au départ, elle a fonctionné comme une centrale d'achats, mais le manque de moyens financiers ne lui permettait pas d'assurer le ravitaillement de tous les magasins coopératifs. Désormais, chaque magasin passe une commande à des colporteurs qui amènent la marchandise à la tribu. La coopérative assure l'écoulement des produits locaux, mais seulement lorsqu'il y a surproduction car la vente sur place des produits dans le cadre d'un marché a fini par péricliter. » [La lettre de la tribu, n° 20, août 1990].



La SARL Kéré Wani a été créée sur l'initiative du comité de lutte de Ponérihoun. « Elle a été constituée après que les tribus aient récupéré l'exploitation forestière d'un colon suite à une occupation de terre. Elle comprend toutes les tribus de la commune de Ponérihoun. Sa dénomination signifie "c'est à tout le monde" en langue Ajié. Sur cette exploitation qui se trouvait sur les hauteurs de Ponérihoun, mais dans la chaîne et qu'on ne pouvait atteindre qu'en traversant les tribus, tout l'outillage était resté. L'exploitant avait été dédommagé par l'administration et les tribus avaient un outil qu'elles ne savaient pas gérer. Le comité de lutte décida donc de prendre l'affaire en main pour éviter déjà les disputes entre les tribus et pour en faire un instrument de développement appartenant à toutes les tribus, même à celles n'étant pas concernées par la terre. Des contacts furent pris avec des structures extérieures et les tribus commencèrent à cotiser pour rassembler un petit capital. Cette scierie s'est montée avec l'aide de la Bourse Pyrénéenne des Travaux forestiers, en ce qui concerne l'étude de viabilité et du SIDI pour une partie du financement. Le montage financier est de 49 % des actions pour le SIDI, 26,4 % pour la Province Nord et 24,6 % pour les tribus. Deux équipes de sept personnes se relayent tous les trois jours. Ils abattent les arbres, les débardent avec un tracteur forestier articulé qui fait beaucoup moins de dégâts qu'un bulldozer. Une scie à grumes mobile effectue les débûts qui sont ensuite descendus sur une remorque forestière jusqu'au village où ils pourront être expédiés à Nouméa » [La lettre de la tribu, n° 20, août 1990].

Le Centre de formation et d'appui de développement de la Népia (CFAD) est installé dans la vallée de la Népia, sur la commune de Ponérihoun. « Cette expérience mise en place sur une propriété récupérée en faveur de la tribu de Newetta à Ponérihoun, est en fonction depuis 1986. La réalisation s'est faite avec l'aide de l'ODIL, de la DIDER, de la CCCE et du FED. Ce projet de ferme pilote a été conçu pour être un lieu de formation, d'échange, d'information, de rencontre entre les agriculteurs de la côte Est et les partenaires de la recherche, du développement et de la formation. La ferme comprend une station agricole de 80 ha mise en valeur dans le but : d'expérimenter de nouvelles techniques et de nouvelles productions ; de recueillir et de vulgariser les références techniques et économiques dont l'absence fait défaut à la promotion de l'agriculture sur la côte Est ; de servir de support pour les stages de formation ; d'être un centre d'accueil et d'hébergement susceptible de recevoir une vingtaine de stagiaires en formation. L'exploitation comprend aussi : un troupeau bovin d'une cinquantaine de têtes, destiné à la production de reproducteurs ; un troupeau de cents brebis et deux bœufs de race pure ; un rucher d'une trentaine de ruches ; un élevage de cerfs conçu à titre expérimental ; une plantation de 1,75 ha de café ; un verger de letchis et d'agrumes ; une parcelle pour des essais vivriers ; une parcelle pour des essais forestiers ; une unité de motoculture dans le but d'introduire la mécanisation en agriculture mélanésienne. » [La lettre de la tribu, n° 20, août 1990].

REVENDICATION DE TERRES

Un militant kanak parle à propos de l'attribution récente de terres à son clan, en 1990. Cette revendication, celle de l'expropriété Devillers, dans la vallée de Pô, sur la côte Est, commence en 1983. Mais cette histoire remonte bien plus loin, quand ce clan a quitté cette terre, pour se

retrouver dispersé dans différentes terres de réserves des tribus de Ponerihouen. C'est dans les années soixante-dix, que les jeunes militants kanaks engagés dans la lutte politique, redécouvrent avec les vieux, l'histoire de leur clan.

« Depuis les premières démarches en 1983, jusqu'en 1990, date de l'attribution, se sont succédé trois gouvernements et cinq statuts.

« La revendication sur les terres est une revendication identitaire. Elle naît dans les années soixante-dix, avec la revendication d'indépendance. Face à cette revendication, le gouvernement a eu deux types d'attitude : s'opposer et tenter d'écraser, ou récupérer. C'est ce qu'on retrouve dans la politique foncière : de Dijoud qui reconnaît la propriété clanique, à l'ADRAF actuelle, il y a continuité, à l'exception de la période 1986-1987, où il y a recolonisation, redistribution de terres à des colons par l'ADRAF, sous le gouvernement Chirac-Pons.

« A part cette période, la politique des gouvernements successifs est de reconnaître des droits coutumiers sur la terre, en individualisant le propriétaire, avec les conséquences que cela peut avoir : récupération de la revendication et division. Sans indépendance, l'attribution des terres se fait dans le cadre du droit français, mais faute de rapport de forces, les Kanaks sont obligés de négocier.

« Il y a d'une part un rapport traditionnel à la terre, qui est différent du statut colonial, d'autre part un droit foncier sur lequel les kanaks pourraient se mettre d'accord s'ils étaient indépendants, et qui pourraient éventuellement marquer une évolution de ce rapport traditionnel. Mais le cadre actuel, nous ne l'avons pas choisi, et il a fallu s'y adapter.

« L'extension des réserves ne permettait pas de reconnaître la circulation des clans sur les terres. Cela voulait dire attribuer les terres aux tribus contiguës aux terres revendiquées. C'est une négation des droits historiques des clans.

« Or, il est très important, vital, pour chacun, de savoir d'où il est. D'autre part pour les clans qui revendiquent et qui donc ont été déplacés, renoncer à leurs droits traditionnels, sans contrepartie, veut dire perdre toute garantie, puisqu'ils ne vivent pas chez eux.

« C'est sur ce principe que nous nous sommes mis d'accord : Ressusciter l'histoire de notre clan et des autres clans revendiquant cette terre, alliés ou adoptés, faire valoir ces droits pour l'attribution.

« C'est un travail délicat, puisqu'il peut réveiller des querelles, des tensions relatives à la situation actuelle de chacun. D'autre part, les clans associés à notre clan dans cette revendication ne peuvent pas parler parce qu'ils ont été adoptés ou acceptés

par la chefferie coutumière, sauf autorisation de la chefferie. C'est aussi nécessaire pour être cohérent face à l'administration et face aux éventuelles manœuvres politiques.

« C'est dans cette perspective que nous avons commencé à discuter ensemble. C'était long et difficile ; le clan était dispersé sur une trentaine de kilomètres alentour, certains à Nouméa, avec des perceptions diverses de la coutume et de la politique. Il a fallu faire beaucoup de démarches pour se réunir, des vieux sont morts entre-temps. C'est ce que nous avons fait entre 1983 et 1985, date à laquelle la revendication a été présentée officiellement à l'Office foncier. Dans l'argumentation que nous avons utilisée, nous avons parlé de la pression démographique, réelle, que la croissance du clan exerçait sur ces terres où nous vivions et où nous étions étrangers. Pour valider notre revendication, nous avons obtenu les témoignages des autres clans, ceux des autres tribus, les clans alliés ; il y en a peu qui ont refusé, sauf quelques-uns qui étaient manipulés par un kanak RPCR bien placé, lequel suscitait en sous-main des revendications d'autres clans.

« Il y a eu des négociations avec l'administration entre 1985 et 1990, mais avec une interruption en 1986-1987-1988, à

cause des événements. Pendant cette période, il y a eu une accentuation des conflits interclaniques et politiques. Il y a eu un projet d'attribution de la terre à des colons, et nous avons protesté auprès de l'ADRAF. Il y a eu aussi des menaces et des agressions contre des membres du clan, par des colons. Nous avons occupé la terre.

« La dernière phase a été la constitution du GDPL, groupement de droit particulier local ; le président est l'aîné du clan. Cela concerne la mise en valeur, obligatoire. Nous nous sommes répartis des parcelles (fruits, élevage). Cela a demandé encore des discussions : il n'était pas question d'entériner un éclatement du clan, et il fallait se mettre d'accord sur le fait que chaque membre pouvait avoir accès à l'ensemble des terres, et non à "sa parcelle". En 1990, la terre a été attribuée.

« Je crois que nous avons fait ce qui était possible dans le présent pour récupérer notre histoire et notre unité. L'aspect qui me semble le plus important, le plus actuel, du rapport traditionnel à la terre, est de respecter notre environnement, et de préserver la terre des rapports d'exploitation. Il n'y a pas de garantie. Nous devons réfléchir à la faillite des pays de l'Est et à l'expérience des autres peuples. »



DE JEUNES GRÉVISTES DE COULEUR

Henri et Marcel, deux collégiens kanak de quinze ans, en troisième au collège Baudoux de Nouméa, ont entamé une grève de la faim, le 5 novembre 1990, pour dénoncer le racisme dont ils sont victimes dans leur établissement scolaire.

Exaspérés par l'ambiance raciste, les punitions en chaîne, les corvées ménagères vexatoires et les exclusions, bien

souvent expéditives qui frappent, comme par hasard, les élèves non européens (ils disent les « *enfants de couleur* »), ils réclament l'arrêt des sanctions non pédagogiques ; l'égalité devant l'enseignement et le départ du principal, de l'intendante et d'une conseillère d'éducation, les principaux responsables du climat raciste du collège.

Un comité de soutien, regroupant des élèves de plusieurs établissements de Nouméa, se met en place et obtient le soutien de toute la classe politique kanak et celui de l'Union océanienne, la nouvelle organisation wallisienne. Après une semaine de mobilisation où les jeunes recueillent de nombreux témoignages sur les discriminations racistes dans les établissements scolaires, le comité décide la reprise des cours après avoir obtenu des autorités rectorales l'assurance de l'arrêt des punitions non pédagogiques et une circulaire réclamant la vigilance quant à « l'égalité » devant l'enseignement et la mise en place d'une commission d'enquête chargée de déterminer les responsabilités sur les pratiques scandaleuses pratiquées dans les lycées et collèges de Nouvelle-Calédonie.

C'est alors qu'Henri et Marcel se voient interdire l'accès à leur collège, par deux fois, et malgré les assurances données à leurs parents par le vice-recteur et le délégué du gouvernement pour qu'ils puissent reprendre normalement leur scolarité. Des fonctionnaires caldches haineux leur interdisent l'entrée des cours ! Il faut préciser que le principal de Baudoux n'est pas n'importe qui : c'est un fasciste notoire du Front national, ancien chef des milices pendant les événements de Bourail.

Cette affaire met en lumière la nature et la réalité des pouvoirs en place sur le caillou, une belle colonie pour certains. Les accords de Matignon, fruits d'un référendum engageant tous les Français, et la provincialisation, censée assurer le « rééquilibrage ethnique », n'ont rien changé au jeu calédonien dont la maîtrise des règles n'est réservée qu'aux potentats locaux que sont les caldches et à l'administration française de ce Territoire.

Par exemple, Masson, le principal du collège Baudoux, fonctionnaire du cadre territorial, dépend du service territorial de la fonction publique dirigée par... Philippe Lafleur. Sous prétexte de décolonisation, la délégué du gouvernement, représentant de l'exécutif, se réfugie derrière la Territorialité pour se déclarer incompétent. Toutes les lois sont soumises au Congrès du Territoire où le RPCR est toujours majoritaire. Même si les élus du peuple Kanak détiennent deux provinces sur trois, il n'y a aucune structure où cette majorité-là pourrait s'exprimer. Finalement, le « statut Rocard », issu des Accords de Matignon, ne change rien à la situation de l'Etat que le RPCR entend bien maintenir. L'Etat français qui s'est déclaré arbitre entre la bour-

geoisie coloniale et le peuple Kanak préfère maintenir le *statu quo* qui privilégie toujours la majorité électorale réactionnaire établie et renforcée par la politique de peuplement colonial. Soulignons que la droite locale, non contente de verrouiller les structures du pouvoir politique et administratif et toute l'économie de comptoir du pays, s'embarrasse fort peu de la légalité. Les nombreuses luttes des travailleurs, tout au long de l'année, pour réclamer la simple application de la législation du travail en vigueur en France métropolitaine, ont démontré l'existence d'un verrouillage colonial qui demeure. Les derniers événements du scandale Baudoux le confirme à son tour. La droite locale, alliée spontanément et notoirement au Front national, bafoue sans vergogne, depuis toujours et encore, les droits les plus élémentaires.

En novembre 1990, ce fut la jeunesse kanak, au nom de tous « les enfants de couleur » qui ont dénoncé les discriminations racistes dont ils sont victimes, encore maintenant. Alors qu'ils réclamaient le départ des principaux responsables, ils se sont retrouvés, eux-mêmes, à la porte de leur établissement et furent l'objet d'une large campagne diffamatoire et haineuse orchestrée par la droite locale. Nous devons demeurer attentif à ces problèmes, que beaucoup pensent être d'un autre âge, manifester notre soutien le plus ferme et le plus concret à tous ceux qui tentent de soulever cette chape de plomb imposée par une société qui reste coloniale dans les plus petits aspects de vie quotidienne et enfin nous devons exiger de notre gouvernement qu'il neutralise ses fonctionnaires racistes, fascistes à qui il a osé confier l'éducation d'enfants kanak et wallisiens.

QUELQUES DOCUMENTS SUR L'AFFAIRE BAUDOUX

Quelques témoignages diffusés sur Radio Djiido

— Mme Monique Tidjine, enseignante à Baudoux de septembre 1988 à septembre 1989, dénonce, elle aussi, les mesures discriminatoires dont elle a été victime :

« Dès mon arrivée au sein de l'établissement, le principal a téléphoné plusieurs fois au rectorat pour manifester son désaccord quant à mon affectation dans son établissement.

« Ensuite, il m'a imposé une tutelle pédagogique, qui s'est très bien passée du

reste, mais ce que j'ai remarqué, c'est que cette tutelle pédagogique n'a été imposée qu'à la seule Kanak qui a fonctionné dans l'établissement, c'est-à-dire moi. Ensuite, un autre Kanak a subi une tutelle pédagogique alors que les autres personnels non titulaires n'ont jamais eu ces mesures. A la suite de ça, j'ai écrit au Recteur pour faire état de ce qui se passait.

« Le Recteur m'a soutenue totalement et a convoqué le principal : je n'ai pas eu d'écho pour savoir ce qui s'est passé exactement, mais depuis que le principal a été convoqué, il m'a laissée tranquille.

« Ce que j'ai précisé dans ma lettre au Recteur, c'est qu'on parle beaucoup des Accords de Matignon, c'est-à-dire qu'il faut reconstruire l'égalité des chances, mais il semble que dans la réalité ça ne soit pas du tout le cas. Les Kanaks subissent toujours des mesures discriminatoires et les Accords de Matignon, apparemment, dans l'Education nationale, c'est rien du tout. »

— Autre témoignage, celui d'une dame de Houailou, soixante-deux ans, Mme Joséphine Orowi, actuellement à la retraite après vingt ans de loyaux services au sein de ce collège ; pendant son service, elle est tombée gravement malade pendant deux ans ; l'année, qui allait suivre, devint un véritable supplice. Elle témoigne :

« Depuis un an, Mme Pujol, elle m'en a fait souffrir, elle m'a fait tout ce qui était possible pour que je quitte le collège, que je perde patience avant ma retraite. Elle m'a interdit d'aller à la cafétéria, elle a envoyé l'autre qui travaillait avec moi pour boire le café, mais moi, elle me l'a interdit ; elle m'a traité de tous les noms

« Une fois, les femmes m'ont donné la main, elle m'a insultée, elle m'a dit comme ça : "ta gueule" et "tu sors de la cafétéria, tu bois le café".

« Voilà, ce que je voulais déclarer, qu'on donne la main aux deux gosses. Mon fils, il est à l'école, alors j'ai voulu travailler encore jusqu'à la retraite mais avec le cœur lourd avec tout ce que Mme Pujol m'a fait. Le patron aussi, c'est pareil, il me disait toujours comme Mme Pujol, sans s'occuper de nous ; le jour où je lui ai dit : "Mme Pujol, elle m'a traitée de Ta Gueule", il n'a même pas fait quoi que ce soit.

« Qu'est ce que je peux faire moi ? J'ai pleuré ! Et c'est tout ce que j'ai fait !

« Toutes les femmes, il y en a trois qui ont quitté à cause de ça, qui sont parties à Boulari ; moi j'ai patienté jusqu'à mon dernier jour et je suis partie. »

Djiido : « Est-ce que cela n'arrive qu'aux gens de couleur ? »

« Oui, tout ce qu'ils ont dit les gosses à Naisseline et à Wenehoua, c'est vrai ! Je connais bien les gosses, tout ce qu'ils ont dit, c'est vrai. Il y a des profs qui sont avec nous et d'autres qui sont blancs, qui sont avec ... Oui, il y a du racisme à Baudoux. Mme Pujol, elle est sans scrupule. J'appelle toutes les copines à soutenir le discours que j'ai fait sur Radio Djiido. Merci. »

— Monsieur Wenehoua, le père de l'un des grévistes, explique :

« Masson, le principal de Baudoux, c'est un instituteur, après il est devenu instituteur de collège, puis P.E.G.C, puis par liste d'aptitude, il a été retenu pour être principal à Bourail d'abord et maintenant à Baudoux. Masson, ce n'est pas n'importe qui, c'est le chef des milices de Bourail, un fasciste notoire et ça c'est suffisant pour le déclarer incompetent ! Est-ce qu'on peut-être raciste et responsable d'un collège ? »

« En fait, sous couvert de territorialité, voilà comment ça se passe : quand les Kanak avaient le certificat d'études, ils pouvaient être moniteurs mais pas instituteur, quand

ils ont commencé à avoir le BEPC, c'est plus le brevet qu'il fallait mais le BAC, et maintenant, c'est plus le BAC mais le DEUG. A chaque fois, on monte d'un cran les exigences, sous prétexte de s'aligner sur la métropole, mais en fait pour barrer la route aux Kanak. D'ailleurs, maintenant que les caldiches sont assurés de garder leurs postes, c'est plus sur liste, mais sur concours qu'on peut devenir principal ! »

« Le 7 novembre au matin, incroyable mais vrai, les professeurs de Baudoux débrayent une heure pour soutenir leur principal. Des profs font grève contre leurs élèves ! »

« M. Naisseline, au nom des parents d'élèves, exprime son indignation :

« On a envoyé nos enfants à des professeurs en pensant qu'ils allaient contribuer à leur éducation ; mais c'est le contraire, ils se mettent en grève contre leurs élèves ; ils ne sont même pas venus pour écouter ce que les enfants avaient à dire, alors que l'histoire d'Henri s'est passée un mercredi après-midi, en leur absence ; ça veut dire qu'ils ne considèrent pas les enfants comme leurs élèves mais d'abord comme des Kanak, comme des ennemis potentiels. »

Pétition lancée le 5 novembre 1990
par les deux collégiens,
**Henri Naisseline et
Marcel Wenehoua**

Henri, un élève de troisième du collège Baudoux a subi une grande injustice. Demain, ce sera peut-être VOUS, enfants de couleurs qui fréquentez une école, un collège ou un lycée.

Si votre collège a beaucoup de jeunes Européens, l'Administration de cet établissement ne fera rien car elle a peur. Mais, elle va vous faire subir les pires affronts.

Alors, Henri et moi, nous entamons un grève de la faim pour dire ça suffit.

**ÇA SUFFIT LES INJUSTICES
ÇA SUFFIT LES VEXATIONS**

Jeunes de couleurs, venez soutenir notre action. Nous avons le droit d'être écoutés ! Nous réclamons la mutation du Principal, de la C.E et de la Gestionnaire, ce trio qui bafoue nos droits d'enfants.

NIDOÏSH NAISSELINE EN DIRECT SUR RADIO DJIIDO

Un débat semble s'enclencher parmi les responsables indépendantistes, ces dernières semaines. Plusieurs indices nous confirment que des questions d'ordre stratégique vont être l'objet de réflexions, de confrontations et seront posées avec beaucoup d'acuité. Par exemple, l'articulation entre le coutumier et le politique ne va pas sans poser problème parmi les indépendantistes kanak, la déclaration du dirigeant du PALIKA, Paul Néaoutyine, mettant au défi François Burck de répéter ses déclarations tenues à Paris à propos de la politique suivie par Mitterrand sont les derniers indices perceptibles d'un

début de phase d'échange d'opinions, de points de vue, de positions, de discussions qui impliqueront profondément l'ensemble des composantes indépendantistes du mouvement kanak. C'est pourquoi, après l'annonce de Nidoïsh Naisseline sur le retrait du LKS du cadre des Accords Matignon, l'équipe de *Kanaky*, qui a par ailleurs rencontré Nidoïsh à Paris, a pensé qu'il était important de reproduire une émission de Radio Djiido passée le 11 avril 1991, dans laquelle le leader du LKS a pu pleinement développé ses analyses sur la situation actuelle en Nouvelle-Calédonie.

Radio Djiido : « Le LKS envisage son retrait des Accords de Matignon. Le parti de Nidoïsh Naisseline reste cependant dans les institutions et opte pour une stratégie mixte. Une décision qui intervient, alors que plusieurs conflits fonciers ont entraîné une opposition entre chefs coutumiers et responsables politiques. A cette occasion, je vous le rappelle, le président de l'Union calédonienne avait récemment déclaré que "la politique doit avoir barre sur la coutume faute de quoi, il n'y aura pas de développement économique en Kanaky". Nidoïsh Naisseline a une vision différente du problème, mais il nous explique auparavant pourquoi le LKS ne se reconnaît plus dans les Accords de Matignon. »

N. Naisseline : « Voilà, il faut expliquer ce que sont les Accords de Matignon. Ils ont

été signés par des individus, les principaux signataires ont été Tjibaou et Lafleur ; ensuite il y eu Nenou, Ukeiwé, Frogier, Nikiriai, Yeiwéné, Caroline Machoro et moi-même ; et ce soir-là, nous nous sommes engagés à travailler chacun dans son parti ou son mouvement afin de les amener sur les Accords Matignon. Lafleur l'a fait de son côté, Tjibaou a eu plus de difficultés et nous aussi.

« Ce qui fait que dans un deuxième temps, Oudinot a été avant tout un accord entre des partis politiques et Matignon entre des individus. Et quand, je suis revenu de Matignon, j'ai contacté le LKS. Nous avons fait un congrès à Yaté, le LKS a dit OK à la lumière des explications que je leur ai données. On va travailler pour la paix, pour le dialogue, tout en gardant chacun nos convictions, dans le respect mutuel.

« Hors, il se trouve que de plus en plus on voit et on a acquis la certitude que le

gouvernement socialiste, qui est très fort au point de vue magouille, a réussi le tour de force de faire appliquer un programme de droite par des indépendantistes, et non des moindres. Il y a une politique menée par les indépendantistes, politique anti-indépendantiste, à tel point que même l'Eglise évangélique s'en est inquiétée, une politique anticoutumière et anticulturelle Kanak. Mais, on dit que cet aspect des choses n'était pas prévu au programme. Il y a eu le problème de Lifou qui a servi de révélateur, un épiphénomène pour une situation plus grave.

« Le bureau politique (du LKS) pour la deuxième fois, me dit : "on ne se reconnaît plus dans ce qui a été dit à Yaté" et on me demande de retirer ma signature des Accords Matignon. Mais il se passe que dans les Accords Matignon, j'ai des comptes à rendre à ceux avec qui j'ai signé, à Edmond Nékiriai, à Caroline Machoro du FLNKS, à

messieurs Lafleur, Ukeiwé et à monsieur Rocard, s'il veut bien m'écouter par politesse. Alors, je dis : "je vais d'abord contacter ceux-là et ensuite je vais prendre ma décision". Il y a aussi des coutumiers qui m'ont encouragé par la suite quand je suis revenu de Matignon. Il faut les voir aussi par politesse avant de prendre la décision qui s'impose. Mais d'ores et déjà, on peut considérer que le LKS ne se reconnaît plus du tout dans les Accords de Matignon. Ces accords sont synonymes de deuil du peuple Kanak. »

Radio Djido : « Le LKS envisage donc son retrait des Accords de Matignon, est-ce qu'il envisage également son retrait des institutions ? »

N. N. : « Non ; le problème pour nous, on l'a déjà dit, il y a un certain temps, c'est que nous avons adopté la stratégie mixte. Les mairies, que nous avons, sont parmi les mieux gérées du Territoire.

« On a remarqué que nous, les indépendantistes kanak, nous passons notre temps à faire la navette entre intégrer les institutions et faire la rupture. Je m'explique "après la mort de Declercq, on a failli quitter les institutions ; le gouvernement socialiste nous a tendu la perche, on a fait le gouvernement Tjibaou, on a intégré complètement les institutions, on a abandonné un peu le travail de base ; ensuite, après le statut Lemoine, il y a eu 1984, le FLNKS a fait la rupture ; ensuite après la rupture, on a intégré les institutions avec le statut Pisani-Fabius ; après ça, on est reparti sur les barrages avec Pons et après le drame d'Ouvéa, on est rentré dans les institutions.

Depuis deux ans, au congrès de Yaté, nous avons choisi, une fois pour toute, la stratégie mixte. Maintenant, si en 1992, il y a des gens qui veulent retourner sur les barrages, après la déception des Accords de Matignon, après un constat d'échec, nous, nous maintenons la stratégie mixte. Il faut tirer le maximum du fait que les gens sont dans les syndicats, dans les institutions mais sans abandonner le travail de base. »

Radio Djido : « Donc une prise de position qui est due aux événements actuels. Comment analysez-vous la situation en ce moment, quand vous dites que les socialistes veulent faire appliquer au peuple kanak la politique de droite ? Qu'est ce que vous entendez par là ? »

N. N. : « Moi, je ne critique pas monsieur Lafleur. Il ne nous a jamais dit d'abandonner nos convictions. Regardez le budget du congrès. Depuis qu'il y a eu le Front indépendantiste, la direction de l'ensemble des indépendantistes a demandé que l'on baisse les impôts indirects et que l'on monte les impôts directs. C'est notre cheval de bataille. Hors, on a voté carrément le budget du RPCR ; on aurait pu faire semblant de ne pas être d'accord, au moins publiquement... Mais il n'y a pas que cela, il y a aussi l'attitude de nos élus responsables dans les Provinces Nord, Sud et Iles qui ont des politiques de droite. Regardez, le SMA (Service militaire adapté), la caserne, c'était un programme RPCR qu'on a combattu à Lifou à un moment donné et maintenant c'est le maire de Lifou qui prône ça.

« Je dis que les socialistes ont réussi le

tour de force de faire appliquer un programme de droite par des indépendantistes et les anticoutumiers. Et là-dessus, il y a l'événement de Lifou. On pensait que cela n'allait pas jamais dégénérer jusque là et les socialistes ont laissé faire ça.

Radio Djido : « Vous disiez qu'il y a une partie de la classe politique qui prône le pouvoir politique, d'autres qui veulent donner un certain pouvoir à la coutume. Quelle est la vision du LKS en ce domaine ? »

N. N. : « D'abord, je dis qu'il faut discuter entre nous. Ce qui nous attriste, en ce moment, c'est le fait que des indépendantistes écoutent beaucoup plus le gouvernement, les socialistes que la population. Je prends les discours qu'ont été prononcés un moment à l'ADRAF : "il faut couper la tête des chefs", ou lorsqu'il y a un conflit foncier dans une tribu : "il faut éliminer les chefs au profit des politiques" ? Ça c'est tout à fait la révision occidentale. Il y a des colloques, en présence de monsieur Lang, ministre de la Culture, où des Africains et même des Français dénonçaient le fait qu'il y a des Français qui sont tellement têtus, c'est la constante des gouvernements français, ils croient que les Français sont les plus forts, sont les meilleurs. Ils croient que c'est en appliquant leur droit qu'on va déclencher le développement. Tout ceci a débouché sur un fiasco en Afrique.

« Pour moi, il faut créer un nouveau droit, on l'a dit après le congrès d'Ouvéa, un nouveau droit parce que le droit, c'est quoi ? Il y a des conflits dans une société, on cherche les solutions et on aboutit à un consensus, une règle de vie communautaire qui peut être trouvée en Calédonie. Mais à condition qu'on le crée.

« Je pense que le gouvernement, par l'intermédiaire de certains indépendantistes, veut imposer le droit privé qui a prouvé son fiasco partout. Et même, je le disais tout à l'heure, l'Eglise du pape Paul VI, qui dans "Popularum Progreso" disait que la propriété privée ne constitue pour personne un droit inconditionnel et absolu. Les Français se croient meilleurs que tout le monde. Les Anglais, eux, se contentent d'un bail de vingt-cinq ans. C'est le colonia-

lisme français ; c'est nous les meilleurs !

« Il faut réfléchir à l'indépendance. En France aussi, l'autre jour il y a eu les magistrats qui ont manifesté dans la rue parce qu'ils sont mécontents de leur droit. Ensuite, il y a des phénomènes sur lesquels aussi bien la coutume que le droit français n'a pas prise : les mères porteuses, qu'est ce que dit le droit français là-dessus ?

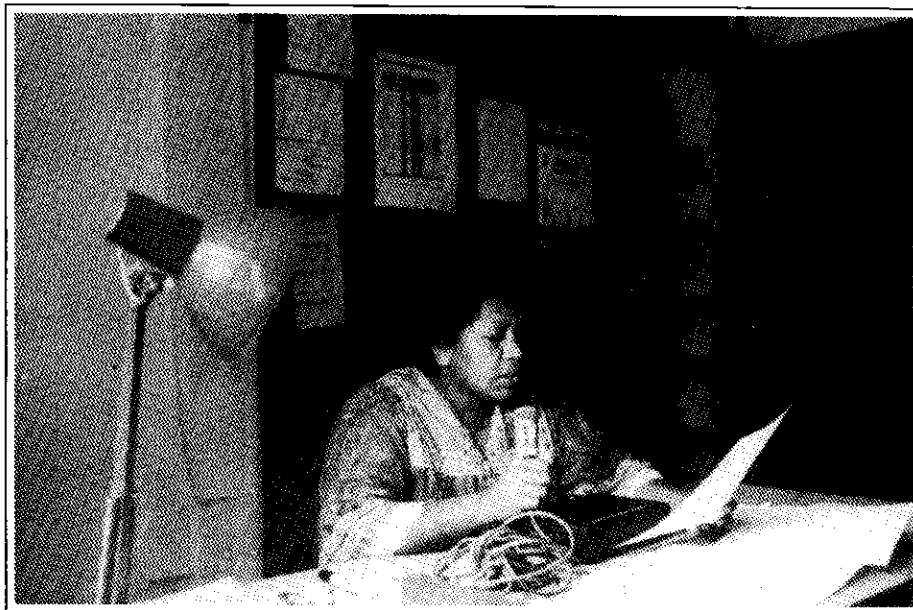
« Quand on nous dit : "écoutez, la coutume ne vous aide en rien sur l'échec scolaire et le chômage". Je dis que les Français est-ce qu'ils ont trouvé la solution à ces problèmes ? Pour eux, ils ne regardent que les efforts de la coutume mais ils ne se regardent pas eux. Les paysans en France, il faudrait regarder comment ils abordent la propriété ; il y a des tas de gens qui n'ont pas plus de maison, là-bas, les sans domicile fixe, il paraît qu'il y en a entre quatre cent mille et huit cent mille ; ici on n'en a pas nous. Alors, avant de nous regarder et de donner des conseils, il faudrait qu'ils se regardent entre eux.

« Il faut qu'on crée un nouveau droit ; il faut qu'on discute entre nous d'abord les Kanak et les Européens qui sont avec nous de manière à créer un droit qui accompagne notre marche vers la modernité. Mais il ne faut pas copier bêtement, ce qu'ils font à l'ADRAF et au gouvernement qui, par le biais de certains coutumiers et de certains politiciens, imposent un droit qui a fait fiasco ailleurs. C'est du colonialisme, c'est du racisme, ça. »

Radio Djido : « Vous disiez dans votre conférence de presse qu'actuellement on remarque que dans la classe indépendantiste locale, il y a un fossé entre les élus et la base. Le LKS envisage donc son retrait des Accords de Matignon, mais reste dans les institutions, quelle sera sa stratégie ? »

N. N. : « C'est la stratégie mixte. Je vais parler de l'Union Calédonienne. Depuis longtemps, je crois que le gouvernement a visé l'UC. Il y a eu deux morts dans l'UC et maintenant il se trouve que certaines têtes, dans l'UC, sont consentantes pour dénigrer leur propre parti et par la même occasion le peuple Kanak.

« Sinon dans l'UC, vous avez des gens



bien. Moi, j'ai beaucoup de respect pour quelqu'un comme Pabouty, pour quelqu'un comme Togma, ou Wamytan. Mais il ne faut pas créer un autre parti ou un autre mouvement, parce qu'on a assez de tout ça, au contraire, il faut qu'on se regroupe sur des actions précises comme sur la santé, sur l'enseignement, sur la bagarre concernant le foncier. C'est une bagarre qui vaut la peine.

« J'ai remarqué, en ce moment, aussi bien chez les indépendantistes qu'au RPCR que le clivage se dessine de manière suivante : on est pour ou contre la coutume. La culture Kanak est-elle facteur de progrès ou un frein au développement ? Il y a une partie des Kanak qui disent que la culture kanak et la coutume doivent être la base du développement de la modernité et d'autres qui disent que c'est un frein ? Ceux qui sont gagnés à l'idéologie française, aussi bien RPCR qu'indépendantistes d'ailleurs. Et nous, nous comptons faire des démarches pour nous rapprocher des gens, qui sont comme ça, quelles que soient les étiquettes politiques, pour soulever l'indépendance des indépendantistes ! (rires) »

Radio Djiido : « La stratégie mixte vous allez la maintenir au-delà de 1992, quel que soit l'avenir politique du pays ? »

N. N. : « On a assez perdu de temps, un coup on rentre dans les institutions, on abandonne les bases ; un autre coup, on sort des institutions et puis on démolit ce qu'on a construit avant. Il faudrait qu'on puisse faire les deux. Parce qu'on est un petit pays, on ne peut pas se permettre de faire ce que les Algériens ont fait ou les Vietnamiens, il faut tirer le maximum de ce qu'on peut tirer. L'effort prioritaire est à donner au militant de base, pour construire, il doit se sentir épaulé par les gens qui sont à la mairie et à la province ce qui n'est pas tout à fait le cas actuellement. »

Radio Djiido : « Si pour vous, la situa-

tion actuelle est difficile, compliquée pour le peuple Kanak, quel message voudriez-vous apporter avec cette prise de position ? Que voulez-vous faire comprendre à la population indépendantiste notamment ? »

N. N. : « Je crois qu'il y aura à nouveau des gens qui vont aller en prison. Je dis ça parce que tant que l'idée d'indépendance n'était qu'un slogan, comme un autre, mais à partir du moment où des gens ont été en prison pour cette idée ou des gens sont morts pour l'indépendance ; la mort de Machoro, bien que je ne fus pas d'accord tactiquement avec lui, je continue à l'admirer en tant qu'homme qui est allé jusqu'au bout de ses idées, de même que j'admire Gandhi, Martin Luther King ou Che Guevara. En donnant leur vie pour l'indépendance, ils ont prouvé qu'il y a, ici-bas, des valeurs qui sont beaucoup plus grandes que nos vies mêmes. Donc, je mets ma vie à la disposition de la cause que je défends. Cela pourrait être une cause religieuse, mais là, c'est une cause politique qui a été sublime jusqu'aux Accords de Matignon et les dix-neuf militants d'Ouvéa.

« En ce moment, que se passe-t-il ? Même l'Eglise évangélique s'inquiète. J'ai des exemples de gens du Nord qui se pavanent dans le luxe, on a l'impression qu'ils ont oublié l'indépendance. Maintenant, alors et ceux de Tiendanite ont sacrifié leur vie au service de la cause sublime de l'indépendance. Maintenant, il y a un renversement, il y a un glissement ; on utilise l'indépendance au profit de nos intérêts corporels égoïstes ; il y a vraiment une régression, un abaissement du mouvement.

« Je dis qu'il faut de nouveau des sacrifices. Il faut qu'on croit au génie de notre peuple, qu'on prouve maintenant que la lutte pour notre peuple pour nos valeurs coutumières, pour l'indépendance et notre liberté valent bien quelques sacrifices. Il y aura certainement d'autres emprisonne-

ments, d'autres morts, si on est sérieux. Pour citer une messe : "là, à un moment où on était exilé de notre pays, on était emprisonné comme le peuple juif en Egypte, on nous disait : vous êtes étrangers chez-vous, on n'arrivait même plus à chanter les chansons de chez nous. Il fut un temps où on a reçu un appel de quelque part, on a dit : on se réveille, on a marché vers la terre promise, l'indépendance". Puis on est passé de l'exil à l'exode, maintenant, on marche, on marche ; il y a des gens qui vont être achetés quelque part, mais cela fait partie de la logique des choses, mais néanmoins on marche vers la terre promise et il ne faut pas se décourager.

« J'ai lu le synode de l'Eglise évangélique, qui est stupéfaite par l'attitude de nos élus à cause de leur conduite qui décourage complètement ceux dont les parents ont été en prison, ceux qui ont eu les champs dévastés. Ce n'est plus exil maintenant, c'est l'exode. Il faut lire un peu la marche de Moïse, il y a eu des difficultés mais il faut marcher. Moi, je crois qu'il y aura à nouveau du sang qui va couler. Peut-être, ils vont nous fusiller mais le colonialisme ne va jamais accepter qu'on lève la tête. Je prends l'exemple du Maire de Maré qui je connais bien, il est sérieux, il est à la tête d'une des mairies les mieux gérées du Territoire. Mais, pourquoi on l'emmerde comme ça ? Il n'a pas triché, c'est parce qu'il lève la tête ? J'ai parlé de Pabouty et de Togma, mais il y a des tas de gens bien partout. Mais malheureusement, c'est couvert par la fumée du fric. On donne de l'argent et des postes aux indépendantistes kanak pour qu'ils travaillent contre l'indépendance et contre la coutume. Plus quelqu'un a de l'argent, plus il faut se méfier, surtout s'il est indépendantiste, celui-là il va travailler contre nous. Moi, je dis qu'on est au stade de l'exode, c'est plus l'exil, on marche vers la terre promise, il y aura des morts, il y aura des gens qui auront faim, peut-être, mais au bout il y aura le lait et le miel. »

TOUJOURS SUR RADIO DJIIDO, FRANÇOIS BURCK

François Burck s'est exprimé sur Radio Djiido peu avant les problèmes dont il a été fait état par la presse ses dernières semaines. Kanaky continue ici le débat

enclenché dans le mouvement indépendantiste pour permettre aux lecteurs de se faire une idée des questions que se posent les indépendantistes kanak.

Radio Djiido : « Au cours du congrès de l'UC, qui s'est tenu l'année dernière à Baco, des problèmes sont intervenus : des militants ont interpellé des responsables du parti et ont montré leur mécontentement par un vote sanction notamment au niveau de la commission exécutive. Quelle analyse en tirez-vous ? »

F. B. : « Je pense que le congrès de Baco est déjà loin derrière nous, il a au moins cinq mois d'existence. Et je dis d'abord, comme je l'ai déjà dit, que le congrès de Baco est un très bon congrès. Je dis très bon parce que c'est le congrès où l'UC a

posé une question : "est-ce que nous sommes vraiment embarqués vers la conquête d'une indépendance viable ?" Et là, la réponse n'a été ni positive ni négative parce que je crois qu'on n'a fait état d'un certain nombre de problèmes fondamentaux comme le problème des terres qu'on aura l'occasion de revoir après au comité directeur. D'ailleurs, c'est le congrès de Baco qui a demandé qu'on s'attache à ce problème. A la question précise que vous me posez, je dis que les militants ont raison de poser des questions à leurs dirigeants ; je crois qu'un congrès est fait pour cela, comme un comité directeur, d'ailleurs ! Parce que les militants ne voient pas tou-

jours ce que leurs dirigeants font dans les institutions que l'on s'est donné.

« Je ne sais pas si on leur a répondu. Mais dans le fond, voilà ce que je veux dire avec la mise en place des Provinces, on n'a pas encore vu beaucoup de résultats et les militants se demandent en fait ce qui a changé pour nous, à la base ? C'est une question légitime qu'il ne faut pas avoir peur d'affronter. D'un autre côté, moi, en tant que président du parti, je dis aussi aux militants que l'indépendance ne sera pas faite uniquement par nos élus politiques. Elle se fera avec un travail militant à la base. Et moi, je pose une question aux gens du parti : est-ce que nos sections de

base se réunissent ? Est-ce que nos comités locaux se réunissent ? Si les gens sont démobilisés, s'ils ne se réunissent plus pour discuter des problèmes qui font la vie de tous les jours ? Si c'est non, c'est qu'il y a quelque chose qui ne va plus. Je renvoie ces questions et je crois que c'est la meilleure façon de répondre à ces questions. »

R. D. : « Vous avez mis l'accent sur le foncier et le culturel, à plusieurs reprises. Est-ce que cela voudrait dire que pour vous le développement économique passe d'abord par la volonté de chacun, y compris les autorités coutumières, de définir exactement ce que l'on veut et où l'on va dans la perspective de l'indépendance ? »

F. B. : « Notre dernier comité directeur et puis le prochain ont pour thème la terre et le culturel. Ce sont nos deux comités directeurs qui suivent le congrès de Baco. A ce dernier congrès, ce sont les militants, eux-mêmes, qui ont demandé à ce qu'on s'attache à ces questions importantes. Il est impossible de construire l'indépendance si l'on n'a pas réglé ces problèmes de fond qui sont la liaison entre la terre et le culturel et la définition de ce que sera l'indépendance kanak. Est-ce que nous allons faire une indépendance nipponne ou une indépendance socialiste à la mode de je ne sais où, ou bien une indépendance qui soit typique d'ici ? Les valeurs kanak, dans quelle mesure nous allons les faire vivre demain ?

« Jusqu'à présent le problème de la terre s'était posé en terme de revendication culturelle face à l'Européen, à des non-Kanak. Nous nous sommes rendus compte, au congrès de Baco, que la plupart des problèmes étaient entre Kanak et que c'était un problème de fond qu'il fallait résoudre. On peut poser de cette manière l'indépendance parce que de la façon de régler le problème de la terre dépend la vie sociale de demain et l'avenir économique de ce pays. Nous l'avons dit, la terre a cette dimension culturelle, mais elle a aussi une dimension économique, sociale et politique. Ce qui est important pour nous, ce n'est pas tant de remonter dans le temps, on peut aller comme cela jusqu'à Mathusalem, pour chercher qui était le premier occupant de cette terre, mais c'est d'affirmer que, aujourd'hui, il y a des hommes sur cette terre, ce sont les vivants de maintenant et s'il y a telle ou telle famille aujourd'hui sur cette terre, il y a bien une raison. Cette raison fondamentale pour que cette famille soit là, qu'elle fût accueillie ou qu'elle vint pour d'autres motifs, est qu'elle est aujourd'hui là. Cette famille a des enfants et puis il y a aussi l'avenir que nous devons construire ensemble. Alors quel statut de la terre devons-nous proposer pour notre société de demain ? C'est la véritable question du moment. »

R. D. : « Dans le dernier numéro de l'Avenir, il y a un article qui fait état de votre discours au cours du comité directeur de Bélep. Vous avez mis l'accent sur la construction de l'indépendance vue par l'Union calédonienne ; au passage vous avez critiqué les partisans d'une indépendance immédiate donc politique. Pensez-vous vraiment que le fait de préparer une indépendance économique va accélérer réelle-

ment le processus de l'indépendance dans la mesure où nous sommes encore dans une situation coloniale avec tout ce que cela implique ? »

F. B. : « C'est une question complexe dans la mesure où on ne peut pas y répondre de manière catégorique et péremptoire en une seule phrase. Aujourd'hui, on ne peut plus rester au discours, mais il faut construire maintenant. Construire avec tous ceux qui veulent, c'est cela l'objectif. D'un autre côté, croire qu'on va construire économiquement le pays en deux ou trois ans, c'est une erreur fondamentale, il faudra certainement beaucoup plus. J'insiste sur cet aspect parce que aujourd'hui, il faut le reconnaître, les Kanak ne sont pas en mesure, économiquement parlant, de prendre en main le pays. Pour le moment, nous ne sommes pas maîtres du pays. La question que chacun de nous doit se poser : est-ce que demain je vais pouvoir maîtriser l'économie de ce pays ? Nous en sommes encore loin, mais je crois que le train est en marche ; il ne faut surtout pas dire que c'est cuit pour nous, ce sont les autres qui commandent, on n'aura jamais le pouvoir, c'est un langage défaitiste.

« Pour répondre de façon précise à la question que vous me posez, si on avait eu l'indépendance immédiate, je pense qu'on aurait montré qu'on est incapable de gérer ce pays. Mais je dis aussi que si on avait eu l'indépendance immédiate, je me demande qui aurait été le patron dans ce pays ? Certainement pas le FLNKS, ni nous, l'UC. C'est quelque chose qu'il faut bien se mettre dans la tête. Et certainement, dans certains cas de litiges, peut-être qu'on aurait réglé cela à coups de fusil, au lieu de les régler à coup de réflexion et de maturité dans le quotidien. Même si il y a des problèmes, on essaye de discuter, de s'entendre, c'est une manière de préparer l'après-1998 aussi. »

R. D. : « La viabilité de cette indépendance, vous l'avez souvent mentionné dans vos discours, président Burck, elle passe aussi par la prise en compte des réalités démographiques de ce Territoire. Vous avez évoqué tout à l'heure le fait que les Kanak ne peuvent pas encore maîtriser l'économie de ce Territoire, il y a aussi ceux qui sont là par la force des choses. Le peuple kanak indépendantiste ne sera pas majoritaire en 1998, ce sont les statistiques qui le démontrent, alors quelle alternative préconise l'UC ? »

F. B. : « Au moment où se lance l'opération de révision des listes électorales en vue de 1998, je crois qu'il faut être clair et ne pas avoir peur de dire que les Kanak ne seront pas majoritaires en 1998. Cela ne veut pas dire que s'il y a vote, on va absolument perdre ce référendum. L'essentiel c'est de savoir ce nous faisons en tant qu'indépendantistes pour convaincre ceux qui ne sont pas Kanak ?

« Jean-Marie Tjibaou, au dernier comité directeur, le samedi juste avant sa mort, disait : "Il faut qu'on amène par notre action tous les non-Kanak à voter pour l'indépendance parce que c'est la solution unique, il n'y en a pas d'autre pour l'avenir de ce pays." La question nous est posée. Qu'est-ce que nous faisons pour être crédible ? Si on se bagarre entre nous pour une question de bout de terre, on n'est pas crédible.



Par contre, si on se met autour d'une table pour essayer de discuter pour arranger les choses, on devient crédible. Voilà, pourquoi je crois qu'il faut aller à fond dans cette réflexion sur les terres, sur le culturel et ne pas avoir peur de faire des propositions. Si on attend pour régler les problèmes fonciers que ce soit le gouvernement ou le parlement français qui établisse des lois ou des règlements, on ne règlera rien. Par contre, si les hommes qui sont en prise directe avec la réalité s'entendent pour mettre des protocoles d'accord, un peu comme ce qu'il y a entre patrons et ouvriers, un protocole pour dire on va dans tel sens. On essaye de voir les choses à notre manière, c'est-à-dire jusqu'au bout. Cette portion de terre a été attribuée à tel clan qui la divise encore parce qu'il y a installé les jeunes de son clan. Il faut aller jusqu'au bout, jusqu'à la succession. Ces problèmes de dévolution sont aujourd'hui sur la table et nous concernent tous. Nous devons tous chercher des solutions et les proposer aux partis politiques, aux instances publiques pour que ces solutions soient de plus en plus prises en compte. »

R. D. : « Des incidents ont eu lieu récemment à Lifou liés notamment au foncier. D'un côté, le maire de Lifou veut accélérer le développement économique de l'île et, de l'autre, les autorités coutumières ont leur mot à dire. Aujourd'hui, je me suis laissée dire que le maire se sentait abandonné, non seulement par le FLNKS, mais également par son propre parti (l'UC). Qu'en pensez-vous ? »

F. B. : « Nous avons là un problème concret. Je dois dire avant tout que le maire de Lifou n'est pas abandonné par l'Union calédonienne et préciser qu'il ne s'agit pas là d'un problème propre à Lifou, mais beaucoup plus général qui se pose partout sur le territoire de Kanaky. Je considère que le parti ne peut prendre en compte que la question primordiale qui est posée dans cet événement. Il y a un certain nombre de points périphériques qui doivent être réglés par nos militants à la base. La ques-

tion primordiale posée est celle de l'exclusion, non pas de Cono Hamu, mais celle du maire de Lifou et celle du vice-président de la Province des Iles. Il y a là-bas un conflit entre pouvoir coutumier et pouvoir politique et, derrière, il y a la question de l'indépendance. En effet, dans la constitution que nous avons remis à l'ONU, il est bien fait état de République kanak indépendante et non pas de petites royautes héréditaires refermées sur elles-mêmes et de toute façon, si cela arrivait, je serais le premier à être contre l'indépendance. Il y a là un problème fondamental.

« Maintenant quand je parle de périphérique, je veux dire par là que je ne donne par forcément raison au maire de Lifou, Hamu Cono, parce qu'il y a un certain nombre de bavures entre lui et les gens de Traput, de son clan, la grande chefferie. Je fais bien la distinction entre le point central, capital, et les causes annexes qui gravitent autour de ce point central. Mais fondamentalement, le cas du maire Hamu Cono est important pour la réflexion sur l'indépendance de demain. C'est un cas qui doit interpeller tous les partenaires de l'indépendance, et les autres aussi.

« Pour l'instant, ce point n'est pas réglé et je pense qu'au Comité directeur de l'île des Pins, demain, ce point sera abordé, mais nous n'allons certainement pas le régler. Néanmoins, il est important que tous les militants prennent conscience de ce problème. L'événement de Lifou doit nous forcer à faire travailler notre imagination et notre intelligence pour trouver des solutions. »

R. D. : « Concernant la commune de Poup, qui a été bloquée par des élus UC et PALIKA, ne pensez-vous pas que le

parti aurait dû prendre position ? Parce que dans cette affaire, peut-être que les gens à la base dans la commune ne réalisent pas qu'il y a eu une nouvelle conjoncture qui a été mise en place sur la législation concernant les communes. J'ai posé la question au délégué du gouvernement concernant cette affaire ; il a dit que la dissolution d'un conseil municipal ne se fait pas comme ça. Il y a des directives, il y a tout un tas de choses qu'il faut englober là dedans. Ne pensez-vous pas que le parti aurait dû prendre position ? »

F. B. : « Le parti s'est penché, depuis l'élection du maire en mars 1989, sur la commune de Poup et, depuis, a toujours suivi avec attention les événements qui s'y sont déroulés. Je ne pense pas que le parti doit prendre officiellement position. L'UC, ce n'est pas seulement le président, ni seulement la commission exécutive, nous avons un comité local à Poup qui, d'ailleurs, est en relation très étroite avec le président. Il faut rappeler que Poup n'a jamais eu de budget voté depuis 1989 et les circonstances de l'élection du maire. Moi-même, personnellement, je suis intervenu, enfin plus exactement, c'est le maire qui est intervenu auprès de moi pour essayer de régler le problème. Je veux bien discuter avec des gens droits, mais avec des gens tordus, je ne discute pas. Si maintenant, il faut aller jusqu'à la dissolution... évidemment, le délégué dit ce n'est pas l'idéal. En effet, l'idéal serait que le maire démissionne, tout en restant au conseil puisque la majorité est UC, PALIKA, enfin FLNKS. Mais s'il ne veut pas, on ira à la dissolution. Poup n'est pas la seule mairie qui ne marche pas ! Cela fait partie de la vie

de nos militants. Je dis que nos gens de l'UC, le comité local de Poup, sont des gens responsables. Je ne pourrais pas en dire autant des autres comités locaux de l'UC, mais là, pour Poup, ce sont des gens responsables qui veulent prendre en main la vie de leur commune, leur vie à eux de tous les jours, et c'est ce qui est important. On va attendre ce qui va se passer et on fera des élections, s'il le faut. Je suis personnellement confiant et je dis aux militants de Poup, tenez bon. »

R. D. : « Une dernière question ; le comité directeur de l'Union calédonienne va donc se tenir demain à l'île des Pins ; est-ce que vous pouvez nous rappeler quels sont les thèmes qui vont être abordés ? »

F. B. : « Ils sont essentiellement les mêmes que ceux qui ont été abordés à Bélep en janvier dernier, c'est-à-dire la culture et la terre. Vous pensez bien que l'événement qui va faire l'objet de l'essentiel de nos réflexions sera Lifou où se pose fondamentalement la question de l'indépendance. On ne résoudra pas le problème de Lifou, il faut laisser cela aux gens de Lifou, mais cela pose quand même la question : quel sera demain le rôle du chef dans la société, celui du petit chef, du grand chef et des clans ? Si demain on est en république indépendante et socialiste, est-ce qu'il faut tordre le cou à tous les grands chefs, est-ce qu'il faut qu'il n'y ait plus de chefferies, ou bien au contraire, est-ce qu'il faudra une chefferie et quel rôle aura-t-elle ou auront ces chefferies dans la cohésion sociale ? Nous n'avons pas de réponses à apporter aujourd'hui mais je pense que ce sont nos gens dans la réflexion qui vont apporter ces réponses. »

UN VIEUX MILITANT KANAK TÉMOIGNE

Dominique Paola, militant de la première heure de l'Union calédonienne, habite la tribu de Grondou à Ponérihouen. Agé de soixante-dix-huit ans, il a réfléchi sur sa vie passée et nous l'a racontée. *Kanaky* publie ici, tel quel, ce récit comme un témoignage de ce qu'étaient les conditions d'existence pour un Kanak des vallées de la côte Est. Dans une première partie, il nous parle rapidement de la façon dont les colons de la vallée de

Grondou traitaient les Kanak. A la fin de la période de l'indigénat, habitué depuis toujours à travailler, il se cherche un métier.

Conditions de travail très dures et salaires ridicules ne le découragent pas. Mais cela l'amène à dire : « voilà pourquoi nous on demande l'indépendance, parce que ça fait cent ans que nous on travaille pour ceci ».

LES COLONS & L'INDIGÉNAT

Nous qui habitons à Grondou, notre Blanc, c'est L. R. ; l'autre c'est D. B. ; il y avait aussi C. ¹ et la femme de Kativini et D. R. Ce sont les Blancs des gens de Grondou. R. L., il habitait sur le tertre Gopwéa ; on l'appelait Gopwéa. D. R., c'était Nâmur ². Là, je vais parler du comportement des colons. Je parle de ce que j'ai vu.

Pour nous, dès fois, ils prennent les jeunes avec eux pour travailler. Dès fois, les jeunes font tomber les cerises de café. Quand la récolte de café arrive, les colons envoient des lettres aux chefs respective-

ment pour que les chefs puissent fournir des gens. Le dimanche, il [le chef - NDLR] rassemble tout le monde pour recruter les gens. Après les gens vont faire le travail chacun de leur côté. Pour certains colons, il n'y a personne. C'est dur pour que les gens aillent travailler chez ces colons-là (mauvaise nourriture, mauvais traitement...) ou qu'est-ce qu'il y a... Il y en a qui traverse la rivière le matin. Le seul colon qui a un bon comportement, c'est Gopwéa. Celui-là donne les assiettes, donne de la graisse [huile], des oignons, il donne tout ce qui est nécessaire pour faire la cuisine. Les gens sont libres d'aller manger là-haut

dans la cuisine. Il les appelle là-haut. Ils mangent parmi les colons. La façon dont il traite les gens au niveau de la nourriture, c'est qu'il les considère comme des êtres humains. Tandis que d'autres, la façon dont ils nous considèrent, c'est comme si on n'était pas des êtres humains. En ce qui concerne Nâmur, il nous fait couper des feuilles de bananier qu'on étale par terre et c'est là-dessus que le riz est servi. C'est avec des feuilles de jeunes cocotiers que l'on se fabrique des cuillères. Il n'y a pas d'assiettes. On s'assoie autour. C'est comme si ce n'est pas de la nourriture. Un jour, celui de Cau s'est plaint au chef

Apiazari Pwârânâtôô qu'il n'y a pas assez de nourriture. Et un matin, j'ai aperçu Apiazari de Cau et Nâmuru se battre dans la cafetière. C'est Nâmuru qui s'en est pris à Cau à cause de sa plainte. Nâmuru lui a dit : "tu dis qu'il n'y a pas assez à manger, mais vous, quand vous allez travailler, vous vous servez sur les bananiers, tout ça, vous prenez ce qu'il y a à manger et moi comment je vais vous nourrir ?" C'est le comportement de Nâmuru.

D'autres, leur situation était mauvaise. Je parle de ça parce que j'ai vu comment ils sont arrivés. Les Nâmuru à leur arrivée, ils avaient déjà peut-être de l'argent ; leur père... leur père, il a des biens. Quand il est venu s'installer là-haut, il a fait travailler les gens. Il ne travaillait pas lui. Lui, il plante le café et les gens travaillent. Pour C., je les ai vus travailler. Ils travaillent eux. Ils travaillent avec les gens à Cau en même temps qu'eux. Qu'est-ce qui a fait qu'ils ont pu monter au niveau de leur situation sociale, c'est par rapport aux salaires parce que les gens n'étaient pas payés comme il faut. Notre salaire est très bas, en-dessous, tandis que ce qu'ils récupèrent eux est très élevé. Les colons ils disent qu'ils ont mis le pays en valeur ; mais, en fait, c'est nous, les Kanak, qui l'avons mis en valeur car c'est nous qui avons travaillé "leurs" terres pour eux. Voilà la raison pourquoi nous on demande l'indépendance parce que ça fait cent ans que nous, on travaille pour ceci. Mais pour essayer de les rattraper, pour arriver à leur niveau, il n'y a pas moyen [il rigole !]. Ceux qui sont arrivés qui n'avaient rien, ils sont venus nous chercher pour travailler pour eux et ils ont tout récupérer. Les C. quand ils sont arrivés de Natô, ils sont restés à Téouty et le père Illy leur a dit de faire le pain. C'est comme ça qu'ils ont pu manger en même temps qu'ils travaillaient. Les C. ne sont pas si mauvais que ça puisque ils nourrissaient bien les gens. Seulement ils [C.] travaillaient pour arriver à leur situation là. D'autres ne travaillent pas. Sinon ils obligeaient les gens à travailler. Dans la vallée là-haut [Saint-Denis, etc.], il y a des Blancs pour les autres là-haut. Il en est ainsi pour ceux de Néouta. Mais l'unique colon, c'est L. Il prenait bien soin des gens. L'heure c'est l'heure. Onze heures, c'est onze heures, c'est l'heure de s'arrêter pour manger. Quand il a vendu son terrain, il a vendu pour la tribu de Grondou⁴. Je pense que celui-là il a pris en compte la façon dont les gens ont travaillé pour lui. Il a une reconnaissance. Pour d'autres, quand ils nous voient, on dirait qu'on n'est pas des êtres humains. Ils nous sanctionnent [il montre un signe d'énervement ! il dit : "Ooohh"]. Vous voyez vous deux, c'est comme si c'est une vengeance, quelque chose qui nous est dû parce que on leur a fait la guerre [les Kanak mériteraient cela parce qu'ils auraient fait la guerre aux colons]. Mais nous, nous ne leur avons jamais fait la guerre. Ils nous font ça parce que peut-être pour eux nous ne sommes pas des êtres humains. Il y a un colon pour qui j'ai beaucoup travaillé. Il s'appelait S. J'ai construit une maison pour lui. Un jour, S. a mangé des langoustes qu'il a pêchées à la torche. Il a rempli un seau des carapaces et des pinces [déchet] et il nous l'a donné. Et il nous a dit : "Vous deux, vous verrez ce qu'il y a à manger dans tout ça". - "Mais dis donc, lui, il a tout bouffé ; qu'est-ce qu'il veut qu'on va faire de tout ça ?" Je parle du comportement de ces gens-là...



En ce qui concerne A. D., quand je vais travailler sur le bateau avec lui, il ne paye pas, il n'a pas assez de sous. Celui-là, quand il recrute des gens, il recrute une dizaine. Il y a le café à transporter. Il y a plusieurs navettes de café jusqu'au bateau [pour charger le bateau]. Les vieux, ils voyaient le travail dur à faire et ils donnaient beaucoup plus de monde pour charroyer le café. C'est ce qui explique qu'il n'y a pas beaucoup de sous pour tous les gens qui travaillaient [les vieux donnaient plus de gens que demandés]. C'est le comportement des colons ça. Ça c'est la façon de faire d'A. et maintenant il a foutu le camp avec ses millions pour aller les consommer en Australie ou je ne sais pas où... ou en Nouvelle-Zélande ?

Parmi tous les gens que j'ai vu arriver ici, j'ai vu que ceux qui sont bons, ce sont les Japonais. Ils ont un comportement qui est autre. Le Japonais, il est un peu comme nous. Tu peux entrer dans sa maison.

UNE VIE DE TRAVAIL

Je ne travaille par pour l'argent, mais c'est pour savoir travailler. Apprendre à travailler, c'est connaître le travail, s'initier.

Un premier métier :
réparateur de bicyclette

Nous avons pris des vélos chez Bitou (L.) parce qu'il y en a qui ont expédié des vélos chez Bitou et lui il s'est chargé de les réparer pour pouvoir les revendre. J'ai observé comment il procédait par ce que ce sont des vieux vélos qu'il répare. J'ai continué à observer et ensuite j'ai décidé, vu qu'il y avait beaucoup de vélos ici, d'essayer de m'y mettre, de réparer les vélos. J'ai commencé par ce métier-là. J'ai été chercher des rayons, des jantes, tout ça. J'ai travaillé tout seul à réparer les roues, tout ça sans demander aucune rétribution. Tout le monde amenait ses vélos à réparer. Les Javanais, tout ça. J'ai travaillé jusqu'au moment où je me suis dit, ça ne m'enchantait pas quoi ! J'ai arrêté de réparer les vélos.

Et pourquoi pas être tailleur !

Je suis parti sur Nouméa acheter une petite machine à coudre. Mais ça c'est pour votre grand-mère [sa mère - NDLR]. Et puis j'ai dit, je vais essayer d'être tailleur. Je me

suis mis à faire des chemises, mais ça n'allait pas quoi. A cette époque-là, on n'avait pas de linge. Juste un vêtement quoi. Les commerces qui étaient ici ne vendaient pas de vêtement, de pantalon... Mais ça n'allait pas. Ça m'a pris quand même un bout de temps pour essayer d'être tailleur. J'ai été regardé le Japonais du coin pour observer comment il procédait. Il avait beaucoup de matériels que je n'avais pas. J'ai continué à coudre, mais plus de pantalons et de chemises. Et j'ai travaillé. Ça m'a lassé, fatigué et j'ai laissé tomber.

De tailleur à menuisier

Je me suis mis au métier de menuisier et j'ai fait des tables. La table-là, c'est de ma fabrication. Et tous les gens qui voulaient des tables, je leur en fabriquais. J'ai donc fait des tables pendant un moment et aussi des buffets comme celui qui est dans la salle. J'ai fait aussi une armoire à linge mais beaucoup de buffets demandés par les gens qui les ont récupérés sans prix, sans que je les fasse payer. Je n'avais pas encore l'esprit de travailler contre rétribution. Je faisais ça pour essayer d'aboutir à produire quelque chose de bien et avoir un métier. Si j'arrive à la qualité, peut-être, je pourrais vendre ! Donc, j'ai fait des buffets, des tables et une armoire à linge. Et j'ai fait aussi des cerceaux. Parce que j'ai pu voir Z. [un Japonais de Ponérihouen - NDLR] le faire. A cette époque-là, beaucoup de sapins en tribus ont été abattus pour être sciés. C'est avec ça que j'ai fait des cerceaux pour les gens qui mourraient. Cela a pris un moment. C'est la période où j'étais en tribu. Mais je compte le temps de travail que je fournis par ci par là chez les Blancs et pour travailler dans le bâtiment. Ceci quand je sortais pour travailler dans les entreprises. Sinon, je faisais ce que j'ai dit.

1. NDLR - Un habitait à Cau et un autre à Dôji.

2. NDLR - Les Blancs étaient « accueillis » par les Kanak en étant intégrés dans l'espace, dans leur système de référence et ils étaient appelés du nom du lieu où ils habitaient.

3. NDLR - Les C. : il y en avait à Cau, à Dôji et à Goroiri.

4. L. R. a vendu ses terres au Territoire vers la fin des années 1950, le début des années 1960. Il est parti à Nouméa.

Employé dans le Bâtiment :
l'apprentissage d'un métier

Arrivé à une époque, j'ai observé ceux qui travaillent sur le ciment dans les entreprises, bien que je ne tenais que la pelle avec les autres sans toucher au marteau et tout ça. J'ai pu observer ce qu'il fallait faire et à mon retour à la tribu, j'ai construit la partie où je dors actuellement, ma maison. J'ai décidé de travailler le ciment parce que je pensais que peut-être ça pourrait être quelque chose qui me convient. Ça date de 1954. Il n'y a pas longtemps. Donc, j'ai fait le coffrage de cette partie-là et j'ai coulé le ciment. Donc, c'est comme ça que j'ai avancé. J'ai élevé la maison jusqu'en haut et puis j'ai couvert. En ce qui concerne le coût du ciment et tout ça, ça coûtait trop cher les matériaux par rapport au salaire que je percevais quand je m'arrêtais de construire ma maison. Ça ne va pas vite. Quand on regarde les deux parties de la maison, on voit bien que la première partie j'apprenais. La deuxième partie, on voit que j'ai pris du métier. Quand il n'y a plus de sous, ben je retourne travailler. Aussi, je suis parti travailler sur Nouméa en 1957 et 1958. Mais, avant, j'ai travaillé à la mission de Téouty pour la construction de l'école et de l'église. Mais je ne savais pas encore monter les agglos et beaucoup d'autres choses... Et j'ai travaillé sur Nouméa pendant un an. Et j'ai donc su monter les agglos et crépir, mettre le plafond, beaucoup de choses, construire une fosse sceptique, monter un coffrage dans les angles... Je me suis dit à ce moment-là, ça me suffit comme ça et je suis revenu ici.

« Il n'y avait pas encore d'entreprises ou de personnes fabriquant des agglos sur place. Il n'y avait qu'à Nouméa où l'on fabriquait des agglos à ce moment-là. J'ai donc fait la deuxième partie de ma maison et je me suis dit, je vais monter cette partie avec des agglos. Mais comment je vais faire puisque je n'ai pas de matériel ? Alors, je me suis fabriqué le moule pour les agglos pleins. Donc, j'ai fabriqué le moule et j'ai fait les agglos. Et j'ai monté cette partie de la maison.

« Pendant ce temps, j'ai travaillé deux ans à la municipalité et j'ai fait la muraille devant le dispensaire, la maison qui se trouve derrière, en haut de la mairie. Puis j'ai terminé mon travail à la municipalité. A cette époque, mon salaire augmente, mais c'est à la municipalité : 20 000 à 22 000 F CFP [1 100 à 1 210 F - NDLR], c'est la limite cela. Le plus bas, c'est 18 000 à 19 000 F CFP par mois [990 à 1 045 F]. Je parle du travail réalisé pour nous, pour aboutir à ce que nous voulons, parce qu'il n'existe pas de salaire à 1 000 F CFP par jour. Voilà. J'ai cessé de travailler sans avoir jamais pu toucher 1 000 F CFP par jour en travaillant au mois.

« Après la municipalité, j'ai travaillé chez Dédé G. J'ai oublié, mais j'ai bossé aussi chez S. Je parle du travail que j'ai pu faire chez Dédé. J'ai construit à partir des fondations jusqu'au jour où la boucherie a vendu de la viande. C'est pour 700 F CFP par jour sans le repas. Voilà mon salaire. Après je suis revenu à la tribu. Nous avons construit la maison commune, mais sans agglos. Nous avons décidé de fabriquer des moules. Nous avons pris les miens. C'est pour dire comment nous avons essayé de réaliser ce que nous étions incapables d'obtenir. Il n'y a pas de moyens, d'argent et d'outils. Puis la maison commune a été

terminée.

« Tout cela, c'est mon cheminement. Je raconte pour arriver à dire que notre objectif, c'est que j'ai vu toutes les choses auxquelles j'ai pu participer jusqu'à aujourd'hui. Et tout ce qui nous arrive, c'est que pour réaliser quelque chose et aboutir à quelque chose, ce n'est pas possible ! Si la façon de nous payer en salaires à notre époque persistait de nos jours, rien ne pourrait se réaliser.

« Après la construction de la maison commune, j'ai réalisé quelques petits travaux par ci par là. J'ai construit la maison de Fidèle Pwéwibu Grochain. C'est un travail pour nous les Kanak des tribus. Fidèle me paie. Il me donne ce qu'il veut bien me donner suivant la façon dont je travaille. Ce n'est pas comparable aux salaires pratiqués par les autres. Ceci pour sa maison.

Un temps métayer chez un colon

J'ai oublié que par ailleurs aussi, j'ai été métayer chez E. L. J'ai oublié, mais cela a duré un moment ce métayage chez E. Mais le métayage c'est venu après ; mais auparavant, nous nous occupions des cafésières des colons pour avoir du travail tout le temps. Ce travail consiste en l'entretien de la cafésièrre, la cueillette... Pour chaque travail, on nous payait. C'est pour nous éviter de chercher du travail. Nous faisons ce travail chez les bons colons. D'autres Kanak ne le faisaient pas, ce qui les obligeait à aller chercher du travail. Cette façon de procéder a duré un moment. Il n'y avait pas encore de métayage. Je suis revenu plusieurs fois à l'assaut chez E. pour obtenir le statut de métayer. Il a fini par accepter de mettre à mon ancien statut. Je lui ai demandé comment nous allions procéder ? Il a répondu : "nous allons partager en deux parts égales la production de café". Je lui ai alors dit que c'était entendu, mais c'est moi qui me tapait tout le boulot. Je lui propose alors de partager les cerises humides en deux parts égales entre nous deux, charge à chacun de procéder au séchage de part et d'autre. Il a répondu d'accord. Nous partageons les sacs. Nous avons procédé ainsi pendant un moment. Je reviens là-dessus, mais cela remonte aux années soixante. Non, c'est avant 1954 que j'étais métayer chez E. Pwârâigé. A cette époque, je pensais déjà travailler pour de l'argent ; ceci, chez les colons. Je ne parle pas de la tribu. Mais je voyais que le prix du travail n'est pas correct. Nous accomplissions notre travail pour rien, pour aboutir à un résultat nul. Quand on nous disait que nous devons travailler pour un salaire journalier, tous les salaires étaient identiques. Pas de salaires au-dessus. Ceci pour tous les patrons. Et je pense quand on travaillait pendant une semaine et qu'après on vivait une semaine à la tribu, notre salaire ne nous permettait pas de joindre les deux bouts. Ce qui nous obligeait à aller bosser à nouveau.

« A cette époque-là, chez les colons c'est comme à la tribu. C'est plein de monde qui travaille. Toutes les semaines, il en est ainsi chez tous les colons. Il y a toujours un nombre constant de travailleurs. C'est à cause du salaire qui n'est pas correct. A la suite de cela, je n'avais plus envie de travailler ainsi car je me préoccupais déjà de mon chez moi. Je pensais arriver à faire quelque chose comme une maison. Ainsi, j'ai planté du café ; c'est mon travail quand

je suis libre du travail salarié. J'ai pioché en haut car par ici le cendragon ne pousse pas. Donc, en haut, j'ai planté du cendragon et du café. Puis je repartais bosser chez les colons. J'ai passé une grande partie de ma vie chez les Blancs : trente ans. Je compte les années complètes et ne fais pas état des périodes courtes (trois mois, six mois...). A la tribu, j'ai dû bosser vingt ans environ.

« Donc, moi, j'étais métayer chez E. Ça c'est auparavant. Ce qui suit, c'est ce que j'ai raconté tout à l'heure, mon travail à Nouméa et tout ça.

Un salaire de misère !

A Nouméa, j'ai travaillé pour 500 F CFP par jour sans le repas. D'autres Kanak étaient payés à 300 F CFP [16,50 F]. Mon patron a remarqué que je bossais bien et me retenait. Quand je lui disais que je désirais retourner à la tribu, il augmentait mon salaire de 20 à 25 F CFP par mois pour aboutir à 500 F CFP [27,50 FF]. Je parle pour arriver à dire que quand je suis revenu, j'ai réalisé ceci. Quand je récoltais mon café, je l'expédiais chez Barreau. A la suite, l'autre de là-haut est arrivé. Je parle de ceci ; il a apporté cet appareil qu'il a acheté chez L. B. [l'appareil à fabriquer les agglos - NDLR]. Il est venu me dire que L. B. avait l'intention de vendre son appareil à fabriquer les agglos. Face à ma perplexité, il m'a précisé que la nouvelle vient de André Gopwéa et qu'il a décidé de l'acheter. Devant toujours ma perplexité, il a ajouté qu'il allait l'acheter et le mettre chez moi. Je lui ai répondu : "tu me dis que tu vas installer l'appareil chez moi ; mais est-ce que tu te rends compte de ma situation ? Moi, je ne peux plus réaliser aucun travail. Tu l'achètes pour quoi faire ? Cette chose-là va rester là sans que l'on puisse l'utiliser pour réaliser un travail." Il m'a répondu : "je l'achète non pas pour te faire travailler mais pour que les jeunes puissent le faire. Pour que ceux-ci puissent travailler car en cette période-ci, il n'y a pas de travail. Donc, c'est pour leur permettre d'en avoir." Je lui ai répliqué : "oui, c'est bon, achètes-la et mets-la ici." Je parle de la machine qui est là.

Une fabrique d'agglos à Grondou

A partir de là, la fabrication des agglos a été irrégulière. Il n'y a pas beaucoup de ventes car il n'y a pas beaucoup de demandes pour la construction en dur. Il a acheté l'appareil en 1981. Je n'ai pas vendu beaucoup d'agglos. En 1987 exactement, quand S. Paola s'est marié, il a démonté l'appareil et il l'a rangé ici. Je lui ai demandé pourquoi démonter l'appareil alors que personne ne va le casser ? Là ils ont construit des abris pour les gens pendant le mariage. Mais moi j'ai deviné qu'il a démonté l'appareil suite au fait que l'argent ne rentrait pas depuis six ans déjà. Personne n'achetait des agglos. Alors je lui ai posé la question suivante : "est-ce que tu as l'intention de reprendre l'appareil ?" "Oui. Est-ce que tu veux l'acheter ?" m'a-t-il rétorqué... Je lui ai dit : "si tu penses le reprendre... mais combien coûte-t-il ? Mais fais attention au prix, car le prix de cet appareil, je le connais. N'augmente pas le prix. Revends-le moi au prix où tu l'as acheté ou bien alors baisses le prix." Il m'a répondu : "je vais te le vendre au prix où je l'ai acheté." "OK, ai-je dit, je vais l'acheter à ce prix-là." Ce que

je pensais moi, c'est d'amasser le prix des agglôs. Je ne lui ai pas fait savoir que le montant total du prix des agglôs se trouvait ici. Cette somme se trouve ici. Ce que les autres prennent ne représente pas beaucoup d'argent. Une partie me sert à acheter mes cigarettes. L'autre encore pour les événements coutumiers et autres. C'est mon intention d'amasser cet argent, quand le travail marche, bien sûr. Et ensuite, le moment venu, je le ferais venir pour que nous puissions faire le bilan financier ensemble. Ce jour-là, je lui en ai parlé. Pas de mon intention, mais de la situation financière. Je lui ai dit : "voilà ce que rapporte la vente des agglôs. Il n'y a pas d'argent car personne ne fait de maison." Il m'a demandé de lui donner 100 000 F CFP [5 500 F - NDLR]. Je lui ai répondu : "oui, je vais te les donner car c'est ce qui te revient du travail que j'ai réalisé." Ensuite, il m'a dit de travailler à mon compte. C'est en 1987. Depuis l'appareil est là. J'ai dit aux autres : "ceux d'entre vous qui n'avez pas de cigarettes, venez ici pour que nous puissions travailler. Ainsi vous aurez du travail. Il y en aura deux ou trois d'entre vous qui vont travailler, c'est à vous de décider. Il faut tant de nombres d'agglôs pour les gens ; faites-le. Dans notre situation actuelle, nous n'avons pas de boulot. Cet appareil nous appartient. Je l'ai payé à l'autre. Je vous dit qu'il faut que nous puissions travailler dans ce domaine pour construire nos maisons ou quelque chose de ce genre. L'organisation du travail, c'est à vous à chercher et à trouver." Ils se sont mis à travailler mais sans trop savoir comment s'organiser. Des fois, ils fabriquaient beaucoup d'agglôs ; d'autres fois, il n'y avait pas d'agglôs. Quelquefois, ils en éclataient beaucoup et très peu en restent. Ils ont continué ainsi. Je me suis dit que ceux-ci ne comprennent pas ce que je veux faire moi, mon projet... C'est pour notre travail à nous autres ; c'est une chose qu'on pourra compter dans ce que nous faisons actuellement. Nous avons construit des églises et essayons de chercher une façon pour nous d'émerger, d'être... Tout ce qui est décidé et réalisé, nous sommes capables de le faire... Mais il n'en est pas ainsi ; l'un d'eux vient faire une semaine ou deux et disparaît... Et j'entends les gens dire que les prix des agglôs que je pratique ne sont pas corrects. Après, j'ai attendu car personne ne fabrique plus d'agglôs. Simon Paola s'est mis ensuite à fabriquer des agglôs. Je lui ai dit : "fabriques-en pour les vendre pour toi." Ce sont les agglôs que vous voyez là à côté. Ainsi, il les vend récupère l'argent pour lui. La règle, c'est qu'il y ait une demande au préalable la fabrication se fait à la demande car ici c'est étroit pour stocker les agglôs.

Voilà le cheminement qui a abouti à cette fabrique d'agglôs. Je raconte pour pouvoir dire que celles-ci, ce sont elles qui nous soutiennent en France. Je parle de celles-ci... je parle d'une histoire qu'elle peut voir et constater. Elle voit ce mur-ci où il manque le crépis. Il n'y a pas de plafond... Je suis devenu vieux au travail et je n'ai plus la capacité. Et pour agir et aboutir à construire une maison comme celle-ci, il faut beaucoup. Cela va mieux maintenant. Aujourd'hui, le salaire est correct ; c'est différent pour les salaires. De notre temps, c'est ce que j'ai dit. Tout ceci qui sert à construire cette véranda, c'est l'autre qui l'a apporté du fourneau [de Donlambo - NDLR]. Il y a beaucoup de choses qu'il a pu trans-

porter ici. Ma situation après ces années de travail est telle qu'il n'y a rien. Mais les choses sont bien faites car avec cet appareil à fabriquer les agglôs, cela vient bien au moment où je ne travaille plus. La fabrication d'agglôs me permet de payer les cigarettes. S'il n'existait pas... En ce qui me concerne, ma retraite pour les trente années de travail, il n'y a rien. On ne me l'a pas attribuée. Ce que je perçois à présent, c'est la pension des vieux !

« Pour installer cette maison et la route, j'ai commencé à la pioche et à la barre-à-mine. Il n'y avait pas de bulldozer. C'est ensuite que j'ai demandé à J. L. de venir travailler en haut au bulldozer. A cet endroit auparavant, il y avait des anciens billons d'ignames. Il y en avait un ici exactement et l'autre en haut. Aujourd'hui que cet appareil existe, j'ai une grande envie de travailler. Je veux travailler mais je n'ai plus la force. Je veux construire des maisons avec les agglôs.

« Je rappelle que j'ai cessé de faire la couture, la menuiserie, je suis venu au ciment. Ce métier m'a plu, j'aime travailler le ciment et c'est pour cela que j'ai pris de l'âge dans ce métier-là. Je pense qu'il existe un métier qui nous attire, qui ne nous fatigue pas et qu'on exerce volontiers. Mais il faut chercher car on finira par aboutir à un métier qui va nous enthousiasmer. Les autres métiers que nous pratiquons sans enthousiasme, ce n'est pas la peine d'y persister car cela nous fatiguera et puis c'en est fini !

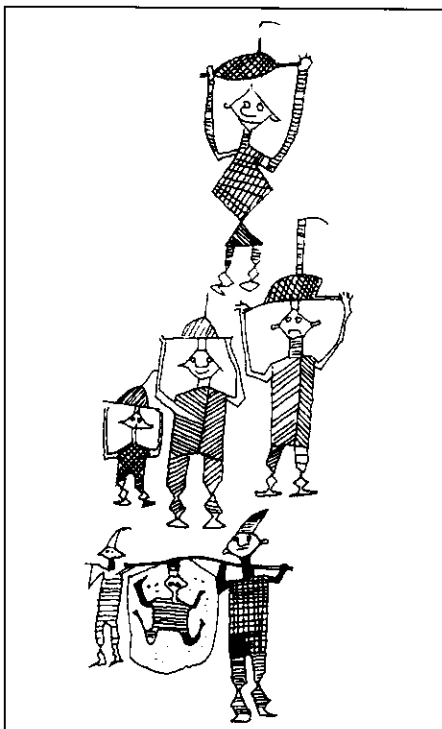
« Aujourd'hui, c'est l'argent. Là où il y a un bon salaire, on va y travailler. Vous voyez les bouteilles dans les murs en haut. C'est moi qui ai pensé à cela en travaillant le ciment. Il y a beaucoup de maisons de j'ai construites ici en plaçant des bouteilles dans le ciment. Cela remplace les agglôs. Construites ainsi, il y a cette maison en haut, une autre à Nâô (chez les Apiazari à Görödu), à Nâcidaa (chez les Gopwéa à Nêwetta). J'y ai placé les bouteilles à la place des agglôs. C'est le coffrage cela. Pour cette maison là-haut, il a fallu quatre sacs de ciment. S'il n'y avait pas de bouteilles dans le ciment, combien il aurait fallu de sacs de ciment ? A cette époque-là, j'ai voulu expérimenter avec les bouteilles pour voir le résultat ensuite. J'ai constaté que le ciment adhère bien aux bouteilles. Ça colle bien. Cela joue la même fonction que les agglôs creux avec les bouteilles. Les agglôs creux servent pour l'aération. Autrement pour les agglôs pleins, les murs se fissurent. Les agglôs pleins et le ciment se complètent pour aboutir à la fissuration. Car il n'y a pas d'issue pour l'énergie dégagée. Quand il y a un vide, cela permet une aération. C'est ce que j'ai appris à Nouméa et que j'ai appliqué ici, que si il n'y a pas d'aération, les murs se fissurent. J'ai pensé alors que les bouteilles devaient faire l'affaire.

« J'ai oublié de dire que le métagage a débuté chez E. L. Chez les autres colons, j'ai dit que les Kanak retenaient les caféières juste pour avoir du travail. Ils recevaient de l'argent pour chaque travail effectué : entretien, récolte...

« Je parle de mon cheminement jusqu'à aujourd'hui au niveau du travail. Je ne sais pas si les autres de ma génération y réfléchissent et disent la même chose que moi. Quand nous avons commencé à nous installer en face avec votre grand-mère [sa femme - NDLR], nous avons fait un terrassement pour notre maison. Nous ne sa-

vons que faire de la terre. Nous avons trouvé une feuille de tôle et nous avons fabriqué un brancard. C'est là-dedans que nous avons chargé la terre pour la renverser de part et d'autre du terrassement. Ensuite, j'ai fabriqué une brouette en bois car avant les brouettes étaient en bois. J'ai observé les brouettes là et j'ai pu en fabriquer une. Mais celle que j'ai faite était lourde. Malgré son poids, cette brouette-là a circulé. Comme les gens l'ont vu ici, ils sont venus la demander pour l'utiliser. Elle a disparu, je ne sais pas où. Ensuite arrivent les brouettes en métal. Les Blancs n'avaient pas de brouettes ; eux aussi. La seule brouette en bois existante était celle de la municipalité. C'est celle dont tout le monde se servait. Elle était légère et fonctionnelle. La façon de réaliser les fondations, je ne sais comment faire. Cela va pour ceux qui ont construit des maisons après, car ce sont les bulldozers qui ont fait le travail. Avant, il n'y avait pas tous ces engins. Et la route qui fait le tour de la Calédonie a été ouverte à la pioche, barre-à-mine, pelle... Quand nous avons été au service militaire en 1942, il n'y avait pas encore tous les engins qui construisent les routes. Peut-être qu'il y en avait à Nouméa ! Par la suite, ils ont pu travailler en suivant les routes ouvertes par nous à la pioche. Ce sont les gens de Païta qui débutaient de Nouméa ou je ne sais d'où. Le travail se réalisait de centre à centre jusqu'à Houailou. Les gens de Houailou prenaient le relais jusqu'au col de Hô. Ensuite, ce sont de Ponérihouen jusqu'à l'embouchure de Tchamba. Le relais est assuré par les Poindimié jusqu'à Tiwaka. Et ainsi de suite jusqu'à Hienghène. C'est la fin là-bas. Ce sont les Kanak seuls qui travaillent avec un seul Blanc comme chef. De Houailou jusqu'ici, le chef c'était K. Vers Touho, Hienghène, c'est celui qu'ils ont assassiné, les Hienghène. C'est un colon originaire de Tchamba. Ce travail-là valait 10 F CFP par jour [0,55 F]. Sinon, c'est 5 F CFP par jour ! Il y avait des brouettes, mais en bois.

Vous deux, je pense que j'ai dit ce que j'ai à dire.



NOUVELLE-CALÉDONIE, RIEN N'EST RÉGLÉ

TROIS ANS APRES LE MASSACRE D'OUVÉA

DEUX ANS APRÈS LA MORT DE

JEAN-MARIE TJIBAOU ET DE YEIWÉNÉ YEIWÉNÉ

4 MAI 1991

SUR L'ESPLANADE DU TROCADÉRO
(PLACE DES DROITS DE L'HOMME) À 14 H 30
RASSEMBLEMENT DE LA SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE KANAK

En 1991 en Nouvelle-Calédonie, plus de deux ans après les Accords de Matignon, rien n'est réglé, rien n'est encore facile pour les Kanak, loin de là. Dans un passé très proche encore, 1988 et 1989 ont été terribles pour le peuple kanak et ont profondément marqué tous ceux, en France et ailleurs, qui se retrouvent au côté de ce peuple incompris et mal mené.

Le 4 mai 1988, pris dans la tenaille perverse de la politique Chirac-Pons, et de la « *cohabitation* », les indépendantistes kanak ont payé très cher leur geste de refus et de révolte.

Ce qu'on appelle le droit reste encore aux mains des plus forts : Alphonse Dianou, Wenceslas Lavelloï et dix-sept de leurs compagnons, dont plusieurs désarmés, et après leur reddition, ont péri à Ouvéa. Au terme d'un combat aussi absurde qu'inégal, l'armée française, comme au bon vieux temps du Djebel, a « *nettoyé* » la grotte et ses alentours, sans autre forme de

procès ; sans doute, parce que ses adversaires étaient loin de la métropole, noirs et hostiles à la souveraineté française en Nouvelle-Calédonie.

Quelques mois plus tard, Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné ont cru mettre fin à l'hécatombe en engageant le FLNKS dans le processus des Accords de Matignon. Ils devaient à leur tour, le 5 mai 1989, payer de leur vie cette décision.

Toutes ces disparitions ont affaibli, voire divisé le peuple kanak.

Nous nous rassemblons le samedi 4 mai 1991 pour dire que nous n'oublions pas tous les Kanak tombés pour l'indépendance de leur pays et pour la décolonisation.

Mais qu'en est-il de cette espérance ? Aujourd'hui, on ne parle plus guère en France de la Nouvelle-Calédonie, comme si les Accords de Matignon avaient résolu d'un coup de baguette magique tous les problèmes. La situation sur le terrain demeure

pourtant confuse, complexe et lourde d'incertitudes : la croissance accélérée et désordonnée des banlieues de Nouméa, le long démarrage des politiques de formation, la sourde opposition des autorités caldoches et d'une partie de l'administration au transfert de compétences vers les provinces FLNKS. Plus fondamentalement, les profondes inégalités du système colonial calédonien demeurent.

L'an prochain, les indépendantistes dresseront, dans la perspective de l'indépendance, le bilan de quatre années de politique Rocard en Nouvelle-Calédonie.

Pour que le peuple kanak exerce sa souveraineté sur Kanaky, le mouvement de solidarité en France doit rester mobilisé. Quels que soient les acquis, sur le fond rien n'est résolu en Nouvelle-Calédonie. Comme l'a dit le FLNKS en 1988 : « *les Accords de Matignon ne sont pas une garantie pour l'indépendance...* ».

Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak (AISDPK)
14 rue de Nanteuil 75015 - PARIS

Cap Kanaky (Kanak-Solidarité Paris)
71 Bd RICHARD LENOIR 75011 - PARIS

Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées à cette occasion sur l'esplanade du Trocadéro pour un lâcher de ballons aux couleurs du drapeau de Kanaky. Alban Bensa et M^e Jean-Jacques de Félice ont pris la parole pour Cap-Kanaky et l'AISDPK.